

unicef



RAPPORT
ANNUEL
2013



Remarques : les données du présent rapport s'appuient sur les statistiques les plus récentes de l'UNICEF et des autres organismes des Nations Unies, sur les rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et sur le rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF, présenté au Conseil d'administration lors de sa session du 3-6 juin 2014.

Toutes les références au Kosovo mentionnées dans la présente publication s'entendent dans le cadre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies de 1999.

Tous les montants sont en dollars É.-U., sauf indication contraire.

Pour tout rectificatif ultérieur à la mise sous presse, consulter notre site à l'adresse <www.unicef.org/publications>.

Photo de couverture : deux cousines syriennes rient ensemble mais leur bonne humeur contraste avec la gravité de leur situation. Les deux filles sont des réfugiées syriennes qui ont fui leur pays et vivent maintenant avec des membres de leur famille dans le camp de tentes informel de Fayda, dans la vallée de la Bekaa, au Liban.

© UNICEF/NYHQ2013-1424/Noorani

TABLE DES MATIÈRES



Avant-propos du
Directeur général

2



1

Une année de promesses, de progrès
et de nouvelles responsabilités pour
obtenir des résultats pour les enfants

4



2

Obtenir des résultats, en commençant
par les enfants les plus vulnérables

12



3

Être à la hauteur des
défis humanitaires

18



4

Des partenariats pour atteindre tous
les enfants jusqu'au dernier

24



5

Gestion des résultats

34

AVANT-PROPOS

L'année 2013 s'est caractérisée par une évolution positive pour des millions d'enfants, qui ont chacun leur propre histoire :

Ici, au Malawi, un bébé est venu au monde séronégatif, car sa mère a eu accès au traitement nécessaire pour éviter la transmission et rester en bonne santé.

Là, au Kosovo, la naissance d'une petite fille a été déclarée par un agent de santé communautaire à l'aide d'un téléphone portable, permettant ainsi de faire respecter ses droits à la santé, à l'éducation et à une vie meilleure.

Ailleurs, en Indonésie, un bambin participe à un programme de développement de la petite enfance, qui favorise son développement cérébral et lui ouvre les portes de l'apprentissage tout au long de la vie.

Dans cette communauté très isolée du Nigéria, une petite fille bénéficie d'un vaccin contre la poliomyélite et de tous ses rappels, grâce aux campagnes menées dans les régions les plus reculées.

Quelque part au Yémen, un jeune garçon handicapé ne reste plus cloîtré chez lui et peut aller à l'école pour la première fois.

Là, au Pérou, une adolescente autochtone peut désormais dénoncer la violence et l'exploitation et trouver un soutien pour surmonter ces épreuves.

Dans cette province d'Inde, une jeune fille est inscrite dans un établissement secondaire au lieu d'être soumise à un mariage forcé.

Dans le bidonville de Kibera, au Kenya, un adolescent recense les dangers environnementaux et autres risques au sein de sa communauté et prend en main les conditions dans lesquelles il souhaite vivre sa vie.

Les histoires de ces enfants sont uniques. Nos efforts pour leur venir en aide s'inscrivent dans l'action de l'UNICEF en 2013 et chaque année depuis sa création.

Mais rien n'a changé pour un trop grand nombre d'entre eux – ou alors, les changements qu'ils ont vécus ont

été marqués par la violence. Le risque d'une génération perdue en Syrie, les violences terribles qui déchirent la République centrafricaine, le violent conflit qui divise la plus jeune nation du monde, le Soudan du Sud, les ravages d'un typhon aux Philippines... Tous ces événements et de nombreuses autres situations d'urgence ont eu lieu en 2013.

Les disparités (entre les enfants des pays et des communautés riches et pauvres, entre les enfants des zones rurales et urbaines, entre les enfants issus de différents groupes ethniques) restent par ailleurs importantes, malgré l'approche imminente de l'échéance de 2015 pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

En 2013, un enfant né en Afrique subsaharienne était en moyenne 14 fois plus susceptible de mourir avant l'âge de cinq ans qu'un enfant né aux États-Unis. La scolarisation des filles est encore très difficile en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et dans certaines régions d'Asie. À l'échelle mondiale, 80 % des enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance (une maladie qui peut irréversiblement porter atteinte au développement physique et cognitif d'un enfant) vivent dans seulement 14 pays. Les enfants issus des communautés rurales sont plus touchés par cette maladie que les enfants des communautés urbaines.

Le *Rapport annuel de l'UNICEF 2013* souligne les efforts déployés par l'organisation pour venir en aide aux enfants jusqu'à présent délaissés et transformer les conditions de vie des enfants les plus vulnérables, défavorisés et exclus. En effet, tant que nous ne leur venons pas en aide, tant qu'ils restent démunis, maltraités, exploités et muselés, leurs droits seront bafoués.

L'année 2013 a également été décisive pour l'UNICEF.

Nous avons mis en place un nouveau plan stratégique destiné à guider nos actions axées sur l'équité au cours des quatre prochaines années dans l'ensemble de nos domaines prioritaires (santé de l'enfant, VIH/SIDA, eau, assainissement et hygiène, nutrition, éducation, protection de l'enfant et inclusion sociale), ainsi que dans des domaines transversaux tels que l'égalité des sexes ou le



Le Directeur général Anthony Lake parle avec des enfants dans un espace « ami des enfants » mis en place par l'UNICEF à Tacloban, aux Philippines. L'UNICEF a fourni un soutien dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, mais aussi de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance, dans le cadre de l'intervention interinstitutionnelle suite au passage du typhon Haiyan.
© UNICEF/NYHQ2013-1241/Maitem

développement de la petite enfance. Nous avons simplifié nos processus internes afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de nos programmes et de notre organisation dans son ensemble.

Nous avons également renouvelé notre engagement à soutenir et à optimiser l'innovation à tous les niveaux de notre activité, en collaborant plus particulièrement avec les enfants et adolescents, qui y contribuent et en bénéficieront le plus. Nous avons mis en place de nouveaux partenariats mondiaux afin de nous assurer le soutien des gouvernements et de la société civile dans la réduction de la mortalité de l'enfant. Enfin, nous avons encouragé une participation plus directe des populations pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants partout dans le monde et éviter de perdre une génération entière en Syrie.

Notre organisation doit s'adapter à l'environnement fluctuant dans laquelle elle évolue et aux besoins émergents des enfants, ce qu'elle ne manquera pas de faire. Nous ne devons cependant pas nous contenter de

nous *adapter* au changement : nous devons également nous efforcer *d'influencer* le changement et d'en tirer profit pour les enfants.

Nous sommes ravis que les revenus de l'UNICEF aient augmenté de manière significative en 2013. Comme toujours, nous sommes conscients que des revenus en hausse vont de pair avec une obligation de produire des résultats en faveur des enfants les plus défavorisés et tous ceux dont les droits sont bafoués. Nous assumons cette responsabilité envers nos donateurs, et surtout envers les enfants que nous aidons. Et nous l'assumons volontiers.

Anthony Lake
Directeur général

Une année de promesses, de progrès et de nouvelles responsabilités pour obtenir des RÉSULTATS POUR LES ENFANTS

L'année 2013 a été ponctuée de bonnes nouvelles pour les enfants du monde entier.

Les principaux indicateurs de bien-être des enfants ont nettement progressé à l'échelle mondiale : le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans a quasiment diminué de moitié depuis 1990 ; 89 % de la population mondiale a pu accéder à une source améliorée d'eau potable et 64 % à des installations sanitaires améliorées. Enfin, 123 pays répriment désormais toutes les formes de violence sexuelle envers les filles et les garçons.

En 2013, l'UNICEF a continué avec détermination dans cette voie. Nous avons travaillé avec nos partenaires dans plus de 190 pays afin de trouver de nouveaux moyens de concrétiser les droits de tous les enfants, en particulier les plus défavorisés.

Notre action en faveur des enfants les plus vulnérables et de leur famille a été menée dans le contexte d'une économie mondiale plus stable que les années précédentes, mais encore fragile et marquée par une croissance modérée, des taux de chômage élevés et une reprise inégale. La pauvreté extrême affecte essentiellement les jeunes. En effet, 47 % des pauvres dans le monde sont âgés de 18 ans ou moins. La pauvreté des enfants est un problème véritablement mondial, qui se caractérise par des inégalités criantes et la présence de nombreux enfants pauvres dans les pays à revenu intermédiaire.

Le Rapport annuel 2013 présente le Plan stratégique 2014-2017, qui est le plan de travail de l'UNICEF pour tenir les promesses des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et guider ses actions axées sur l'équité au-delà de 2015. Comme vous pourrez le constater, nous avons agi sur plusieurs fronts en 2013, favorisant l'innovation, approfondissant les partenariats et encourageant le grand public à se mobiliser en faveur des enfants. Dans tous les domaines, nous nous sommes efforcés de simplifier nos opérations, de renforcer le suivi de nos programmes (pour savoir quelles actions fonctionnent et lesquelles ne fonctionnent pas) et d'accroître la transparence de nos activités.

Des résultats tangibles

Au cours de l'année, de multiples catastrophes et conflits ont détruit la vie d'enfants. Des catastrophes naturelles ont dévasté des communautés entières et la violence a fait de nombreuses victimes innocentes. Les enfants centrafricains, philippins, syriens et d'autres pays et régions du monde, ont énormément souffert. Présents sur le terrain, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni à des millions d'enfants et à leur famille des médicaments vitaux, ainsi qu'une aide précieuse dans les domaines de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de l'éducation et de la protection.



Des écoliers assistent à une classe en plein air dans une école primaire gouvernementale de Gaibandha, au Bangladesh.
© UNICEF/BANA2013-01239/Kiron

Dans le cadre de nos programmes, nous avons travaillé avec nos partenaires à tous les niveaux, dans toutes les régions et tous les pays, afin de promouvoir les droits des enfants et de leur permettre d'accéder aux services de santé, à une alimentation correcte, à l'éducation de base, ainsi qu'aux services de prévention et de traitement du VIH/SIDA, et aux services de protection de l'enfant. Nous avons plaidé pour la prise en compte des enfants dans les lois, stratégies et cadres budgétaires nationaux.

Afin d'identifier, de suivre et de corriger systématiquement les obstacles qui empêchent l'amélioration de la situation des enfants les plus défavorisés, des éléments du Système de suivi des résultats pour l'équité (MoRES) ont été utilisés dans plus de 80 pays en 2013, soit une nette augmentation par rapport aux 30 pays concernés en 2012. Si les caractéristiques de l'approche diffèrent en fonction des pays, le système MoRES contribue toutefois à l'émergence de programmes plus stratégiques et à l'amélioration du suivi des résultats pour les enfants. L'UNICEF travaille avec d'autres partenaires des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) afin de mettre davantage l'accent sur l'équité dans les programmes nationaux et d'améliorer le suivi en temps réel.

Dans le district de Chobe au Botswana, l'utilisation du système MoRES a révélé que l'absence de sages-femmes dûment formées était le principal obstacle au bon fonctionnement des soins postnatals. Une fois certaines tâches déléguées au personnel infirmier, la proportion de prise en charge de nouveau-nés et de jeunes mères est passée de 28 à 55 %.

Au Togo, l'utilisation du système MoRES a permis d'harmoniser les plans d'éducation des districts et les plans d'amélioration des écoles afin d'éliminer les obstacles qui empêchaient l'amélioration de l'accès à la scolarité, la promotion de l'apprentissage et la réduction des taux d'abandon scolaire. Des tableaux de bord gérés par le gouvernement permettent de suivre les progrès réalisés aux niveaux du pays, des districts et des écoles. La réussite du système MoRES repose sur sa mise en relation avec les systèmes nationaux et infranationaux de planification et de suivi, sur l'engagement des partenaires et des communautés, ainsi que sur l'utilisation des données de suivi pour orienter les interventions et produire des résultats plus équitables.

En 2013, le rapport phare de l'UNICEF intitulé *La Situation des enfants dans le monde* a mis l'accent sur la situation des enfants handicapés, qui figurent parmi les enfants les plus marginalisés au monde. Ce rapport est un outil de plaidoyer vital, qui appelle les partenaires nationaux à lutter contre l'exclusion et la stigmatisation, et à offrir aux enfants handicapés la possibilité de s'épanouir. Le lancement mondial de la publication à Da Nang, au Viet Nam, a été largement couvert par les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux. Il a donné lieu à de nombreuses initiatives telles que *Disable2Enable* en Malaisie, une campagne de plaidoyer en ligne qui souligne les capacités des enfants handicapés.

Au Ghana, l'UNICEF a activement contribué à l'émergence d'un plaidoyer basé sur des données factuelles afin d'améliorer l'allocation des ressources et l'équité. L'UNICEF a mené des recherches afin d'évaluer l'impact de la suppression de la subvention sur le carburant et a

METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Un mouvement local d'envergure mondiale

Trop souvent, les enfants sont en danger dans des lieux où ils ne devraient pourtant courir aucun risque : à la maison, à l'école et dans leurs quartiers, sur Internet et dans les établissements censés les protéger. Nous ne pouvons plus tolérer cette situation.

Il est possible de prévenir la violence à l'encontre des enfants, qui est l'affaire de tous. Pour être résolu, ce problème mondial nécessite l'attention soutenue et l'action collective des citoyens, des décideurs et des gouvernements.

Un bref aperçu des conclusions des recherches menées dans ce domaine permet d'appréhender l'étendue de la violence :

- En moyenne, trois quart des enfants âgés de 2 à 14 ans sont soumis à une certaine forme de discipline violente. Si les châtiments corporels sont répandus, les données montrent toutefois que, dans la plupart des pays, la majorité des personnes qui s'occupent d'enfants ne les approuvent pas.
- Les enfants handicapés sont trois à quatre fois plus susceptibles d'être victimes de violence que leurs camarades valides.
- À l'échelle mondiale, près de la moitié des adolescents de 15 à 19 ans pensent qu'un homme a le droit de battre son épouse dans certaines circonstances.

En s'appuyant sur les programmes déjà en cours dans toutes les régions, l'UNICEF et ses partenaires soutiennent le mouvement visant à mettre fin à la violence à l'encontre des enfants. Ils s'associent et collaborent avec les populations pour agir et montrer qu'il existe des solutions. À la fin du mois de juillet 2013, nous avons lancé une initiative mondiale visant à mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (#ENDviolence), par le biais d'une vaste campagne dans les médias traditionnels, numériques et sociaux. Un message d'intérêt public mettant en scène l'Ambassadeur itinérant de l'UNICEF Liam Neeson décrit les conséquences de la brutalité et déclare sans équivoque : « Ce n'est pas parce que vous ne pouvez pas voir la violence envers les enfants qu'elle n'existe pas. Rendez visible l'invisible ».

Au cours de ses six premiers mois d'existence, plus de 60 pays de toutes les régions ont officiellement lancé l'initiative #ENDviolence, renforçant les efforts visant à identifier, suivre et dénoncer toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, notamment le fait de subir ou d'assister à des maltraitances physiques, sexuelles ou affectives. Plusieurs Comités nationaux de l'UNICEF ont présenté cette initiative à la télévision et dans les principaux journaux. Parallèlement, de nombreux dignitaires européens (notamment les présidents du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission européenne) ont mis leur notoriété au service de cette campagne en publiant des messages de sensibilisation sur Twitter.

L'initiative s'impose de plus en plus comme un mouvement « global », c'est-à-dire un cadre mondial pouvant facilement

être reproduit au niveau local. De nombreux pays ont adapté l'initiative à leur propre contexte culturel. C'est en grande pompe que la Chine a donné le coup d'envoi de l'initiative #ENDviolence et d'un guide pratique sur l'action communautaire, avec la diffusion dans les médias et sur Internet d'une conférence de presse organisée en présence de responsables de l'UNICEF, de la Fédération des femmes de Chine et de l'ambassadrice itinérante Maggie Cheung. Le message local, qui met en scène un autre ambassadeur itinérant, Chen Kun, a été visualisé plus de 34 000 fois sur Youku, le principal site de partage de vidéos du pays. Le lancement de l'initiative #ENDviolence a été référencé plus de 17 000 fois sur Weibo (célèbre site de microblogs) et la campagne contre la violence à l'encontre des enfants a reçu plus de 705 000 commentaires de publics cibles.

La Roumanie a produit des adaptations locales du message mondial #ENDviolence, regroupant ses trois ambassadeurs itinérants et appelant à des promesses de dons par SMS. Deux annonces de 30 secondes produites localement dénoncent la négligence et la maltraitance physique des enfants et orientent les spectateurs vers un service téléphonique auprès duquel on peut signaler ces mauvais traitements. Les adaptations locales du message d'intérêt public et les deux annonces produites localement ont été diffusées sur 15 chaînes de télévision.

Au Salvador, l'initiative #ENDviolence a été adaptée et rattachée à la campagne locale « N'êtes-vous pas indigné ? ». Quatorze des personnalités les plus importantes du pays (acteurs, athlètes, journalistes, hommes et femmes d'affaires) ont participé au lancement de cette initiative, qui a fait les gros titres des principaux journaux et suscité l'intérêt de nombreuses chaînes de télévision, radios et plateformes numériques fréquentées par 1,5 million de personnes. Au Mozambique, dans le cadre de la campagne actuelle contre les abus sexuels sur enfants, cinq vidéos mettant en scène des célébrités locales ont été produites et le message de Liam Neeson a été traduit en portugais.

De nombreux pays ont mis en avant l'initiative #ENDviolence à l'occasion de la Journée mondiale de prière et d'action en faveur des enfants le 20 novembre. La Présidente du Libéria, S.E. Mme Ellen Johnson Sirleaf, a demandé une minute de prière contre la violence à l'encontre des enfants. Les églises ont accepté de faire sonner leurs cloches et les imams ont appelé à des prières contre ces atrocités.

L'initiative mondiale continue à se développer sur Internet et dans les médias sociaux. Le site www.unicef.org/endviolence a ainsi généré plus de 110 000 visites, tandis que le hashtag #ENDviolence a suscité plus de 20 millions de commentaires sur Facebook. La sphère numérique permet à #ENDviolence de créer un réseau international d'alliés s'informant et agissant davantage pour rendre le monde plus sûr pour les enfants.

démontré les avantages potentiels liés au déploiement du programme national de transferts en espèces, le LEAP (*Livelihood Empowerment Against Poverty*). En réponse directe, le Gouvernement a plus que doublé le budget alloué au LEAP et à d'autres programmes de protection sociale, ce qui représente une injection de 15 millions de dollars supplémentaires en faveur de 75 000 ménages extrêmement pauvres au Ghana.

L'innovation comme moteur de notre mission

Les défis d'aujourd'hui nécessitent des solutions innovantes. L'UNICEF élabore et pilote des approches transformatrices à grande échelle en faveur des enfants les plus vulnérables de la planète. Nos laboratoires d'innovation regroupent des jeunes, des technologues ainsi que des acteurs du secteur privé et de la société civile afin d'élaborer de nouvelles approches et de nouveaux outils de solution des problèmes. L'outil de recherche et de réunification rapide des familles de l'UNICEF (RapidFTR) est une application mobile et un système de stockage de données qui permet de recueillir, de trier et de partager



En Namibie, **248 758 enfants ont été vaccinés contre la rougeole** pendant la Semaine de la santé maternelle et infantile.

des informations sur les enfants non accompagnés et séparés de leur famille. Utilisée lors de situations d'urgence en 2013, cette application a permis de réunir rapidement des familles congolaises en Ouganda et de rechercher des enfants aux Philippines après le typhon Haiyan.

La Voix des jeunes (VOY), l'une des plateformes d'engagement numérique de l'UNICEF pour les jeunes, est un vecteur dynamique qui permet aux enfants et aux adolescents d'apprendre, d'échanger et de se motiver. En 2013, l'UNICEF Argentine a rejoint La Voix des jeunes – Cartes, une initiative qui forme les jeunes à consigner les problèmes sociaux sur leurs smartphones grâce à un outil de cartographie numérique innovant et à se servir de ces cartes et des médias numériques pour favoriser le changement. L'UNICEF Brésil utilise La Voix des jeunes – Cartes depuis 2011. La Voix des jeunes citoyens a permis à ces deux pays (ainsi qu'à 10 autres pays de quatre régions du monde) de promouvoir la citoyenneté et la sécurité numériques auprès des enfants et des adolescents, en reconnaissant le rôle majeur des médias numériques dans leur vie.

L'UNICEF a 19 produits innovants actuellement en cours d'élaboration. Deux projets menés à terme (conditionnement commun des sels de réhydratation orale et du zinc et fourniture de l'amoxicilline en sachets) devraient réduire les obstacles liés à la prescription et à l'administration de ces médicaments vitaux.

Des enfants participent à des activités dans un espace « ami des enfants » construit par l'UNICEF dans un camp pour personnes déplacées à Bangui, en République centrafricaine.
© UNICEF/NYHQ2014-0397/LeMoyné

L'équité, pour garantir des résultats durables

Alors que les tendances mondiales semblent promettre un avenir meilleur aux enfants et une nette progression des principaux indicateurs, nombreux sont ceux qui reconnaissent à présent que les moyennes mondiales cachent souvent une augmentation des inégalités. Un enfant né en Afrique subsaharienne, par exemple, risque 14 fois plus de mourir avant l'âge de cinq ans qu'un enfant né aux États-Unis. Bien que le taux de scolarisation ait augmenté, le monde doit faire face à une crise d'apprentissage majeure. On estime en effet qu'au moins 250 millions d'enfants ne maîtrisent pas les bases de la lecture et du calcul. Près de 120 millions d'entre eux n'ont même pas atteint la 4^e année de primaire, tandis que le niveau de connaissances des 130 millions restants demeure extrêmement limité. On estime que 168 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent. Près de 230 millions d'enfants de moins de cinq ans demeurent « invisibles », leur naissance n'ayant jamais été déclarée.

C'est pourquoi l'UNICEF met plus que jamais l'accent sur l'équité, dans l'objectif de concrétiser les droits des enfants les plus défavorisés. À tous les niveaux de l'organisation, nous travaillons pour tous les enfants, partout dans le

monde, à commencer par les plus vulnérables, les plus marginalisés et les plus défavorisés, notamment les enfants handicapés, les filles, les minorités ethniques et les peuples autochtones.

La volonté de l'UNICEF de garantir l'équité de ses programmes et politiques repose sur le fait que tous les enfants ont le droit de vivre, de se développer et de s'épanouir pleinement, sans discrimination, préjugé ni favoritisme. De même qu'un nombre croissant d'organisations et de dirigeants mondiaux, nous sommes convaincus que le fait de donner la priorité aux enfants les plus pauvres et les plus vulnérables est une approche non seulement juste, mais également stratégique, qui permet d'obtenir des résultats pour tous les enfants qui soient d'un bon rapport coût-efficacité.

Une politique de transparence

Une année seulement après avoir rejoint l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), l'UNICEF a franchi une première grande étape en publiant sur le site Internet de cette dernière les détails de ses activités dans 128 pays, sept bureaux régionaux et 16 divisions du siège. Parmi les informations fournies figurent les budgets alloués aux programmes et les dépenses pour 2012, les prévisions

PLEINS FEUX SUR L'ÉDUCATION

Assurer une éducation équitable et de qualité pour tous les enfants

L'UNICEF et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont mené la Consultation thématique mondiale sur l'éducation dans le cadre du programme de développement de l'après-2015 entre octobre 2012 et octobre 2013, hébergeant notamment la consultation en ligne « Le monde que nous voulons », vue par plus de 25 000 personnes issues de 100 pays. Les consultations régionales et nationales ont mobilisé plus de 500 personnes, notamment des jeunes, des universitaires, des parents, des enseignants et des représentants gouvernementaux. Ces consultations et les actions de plaidoyer menées en parallèle par l'UNICEF ont conduit de nombreux participants à envisager l'éducation comme un objectif distinct dans le cadre du programme de développement de l'après-2015 et comme une question transversale pour les autres objectifs de développement. On observe, au sein de la communauté éducative et du processus de négociation intergouvernemental, l'émergence d'un consensus sur un objectif consistant à « assurer une éducation et un apprentissage tout au long de la vie qui soient équitables et de qualité et destinés à tous d'ici à 2030 ». Dans le même temps, des processus ont été mis en place pour développer des indicateurs d'accès, d'apprentissage et d'équité.

Soucieux de s'assurer que le programme de développement de l'après-2015 reflète les contributions des jeunes, l'UNICEF a activement soutenu le Groupe consultatif des jeunes et

l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout. Avec le soutien de l'UNICEF, ce groupe de jeunes dirigeants a « pris le contrôle » de l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 juillet 2013, journée choisie par le Secrétaire général des Nations Unies et le président de l'Assemblée générale pour célébrer le 16^e anniversaire de Malala Yousafzai. L'idée de cette prise de contrôle a été suggérée par le Bureau de l'Envoyé spécial pour l'éducation mondiale et le Groupe consultatif des jeunes, et elle a été financée par l'UNICEF, qui a également fourni un appui à la communication. Cet événement célébrait l'appel de Malala en faveur de l'éducation pour tous, en particulier pour les filles et les enfants touchés par des situations d'urgence. Il a débouché sur la « Résolution jeunesse : l'éducation que nous visons », l'appel lancé par les jeunes pour lutter contre la crise mondiale de l'éducation.

Reconnus pour leur rôle de chefs de file dans le domaine de l'éducation, les membres du Groupe consultatif des jeunes ont depuis représenté la jeunesse lors des réunions ministérielles sur l'apprentissage pour tous au niveau des pays, de la 68^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, de la Consultation thématique mondiale sur l'éducation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, des activités liées à la Journée internationale de la fille 2013 et à divers autres événements internationaux, régionaux et nationaux sur l'éducation, les partenariats et la participation des jeunes.

budgétaires afférentes aux programmes pour les cinq prochaines années (2013-2017), ainsi que des liens vers différentes ressources déjà disponibles sur le site mondial de l'UNICEF.

L'UNICEF s'efforce de respecter pleinement l'Indice de transparence de l'aide en 2014, en publiant dès le mois de mai des données trimestrielles supplémentaires contenant des informations plus détaillées, avant le lancement au mois de juin d'un portail dédié à la transparence.

Une année historique

L'année 2013 a également été marquée par un événement d'une grande importance pour nos activités : après avoir augmenté progressivement au cours de la dernière décennie, les revenus de l'UNICEF ont atteint leur plus haut niveau historique en 2013 avec un total de 4,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 908 millions par rapport à 2012. Cette hausse en dit long sur l'année 2013 : face



Au Pérou, **le budget national en faveur de l'éducation a été revu à la hausse**, notamment pour permettre l'élaboration de supports dans les langues autochtones et la production de manuels scolaires dans sept langues traditionnelles.

aux crises humanitaires, les donateurs ont réagi avec promptitude et fait preuve de générosité. Au total, 27 % des revenus ont été consacrés à l'aide aux enfants en situation d'urgence. Nous sommes reconnaissants à nos donateurs de la confiance qu'ils nous manifestent et qu'ils nous considèrent comme un partenaire efficace tant dans ces missions vitales que plus généralement.



Cette école maternelle communautaire accueille principalement les enfants de familles à faible revenu à Kapar, en Malaisie. L'UNICEF s'est associé à une organisation locale pour former une équipe d'enseignants communautaires et ainsi améliorer la qualité de leur matériel pédagogique et de leurs plans de cours.

© UNICEF/MLYA2013-1204/Balasundaram



En Chine, **une nouvelle norme sur la supplémentation en micronutriments des femmes enceintes** contribuera à réduire

la prévalence de l'anémie pendant la grossesse, qui atteint près de 80 % des femmes dans les zones rurales pauvres.

La hausse des ressources va de pair avec de plus grandes responsabilités, non seulement envers nos donateurs, mais également envers tous les enfants que nous aidons. Pour chacun d'entre eux, l'UNICEF doit en faire plus, plus rapidement et plus économiquement que jamais. Grâce au soutien constant et généreux de nos donateurs, nous pouvons et allons en faire davantage pour aider chaque enfant à survivre et à s'épanouir.

L'UNICEF n'aurait pas pu atteindre les résultats remarquables obtenus en 2013 sans l'engagement et les efforts constants de son personnel. Le Directeur général rend hommage au dévouement et à l'action des hommes et des femmes qui font partie de la famille de l'UNICEF.

Beaucoup risquent leur vie et sacrifient du temps qu'ils pourraient passer avec leurs proches pour permettre à des millions d'enfants de vivre en meilleure santé, plus heureux, en toute sécurité et de bénéficier d'une meilleure éducation.

Allouer les ressources là où les besoins sont les plus grands

En 2013, dans un contexte économique mondial plus stable, l'UNICEF a continué à faire preuve de prudence et d'efficacité dans l'utilisation des fonds qui lui ont été confiés.

L'UNICEF alloue les ressources en fonction des besoins prioritaires des enfants et des familles dans toutes les régions. Au total, les dépenses se sont élevées à 4,2 milliards de dollars en 2013, dont 3,8 milliards consacrés à l'aide au développement.

Conformément à notre engagement d'aider les enfants à survivre et à mener une vie saine, nous avons consacré plus de la moitié de nos dépenses afférentes aux programmes (près de 2 milliards de dollars) à la survie et au développement de la petite enfance en 2013. Notre deuxième poste de dépenses a été l'éducation de base et l'égalité des sexes, avec un budget de 713 millions de dollars. Au total, 59 % des dépenses afférentes aux programmes ont été orientées vers l'Afrique subsaharienne et 19 % vers l'Asie.

Dépenses de l'UNICEF, 2013

CATÉGORIES BUDGÉTAIRES

Développement	3 778 millions de dollars
<i>Programme</i>	3 650 millions de dollars
<i>Efficacité du développement</i>	128 millions de dollars
Gestion	320 millions de dollars
Coordination du développement des Nations Unies	1 million de dollars
Objectif spécial (placement de capitaux)	11 millions de dollars
Autres (y compris collecte de fonds et partenariats privés)	114 millions de dollars

COÛT TOTAL 4 224 millions de dollars

Note : les postes de dépense tiennent compte de l'harmonisation de la classification des coûts, qui a pris effet en 2012.

Dépenses directes pour les programmes par domaine d'intervention, 2013

Survie et développement du jeune enfant

- RESSOURCES ORDINAIRES : 394 millions de dollars (11 %)
- AUTRES RESSOURCES : 1 598 millions de dollars (45 %)

Éducation de base et égalité des sexes

- RESSOURCES ORDINAIRES : 137 millions de dollars (4 %)
- AUTRES RESSOURCES : 576 millions de dollars (16 %)

Protection de l'enfant : prévention et réponse aux violences, à l'exploitation et aux maltraitances

- RESSOURCES ORDINAIRES : 102 millions de dollars (3 %)
- AUTRES RESSOURCES : 297 millions de dollars (8 %)

Promotion des politiques et des partenariats en faveur des droits de l'enfant

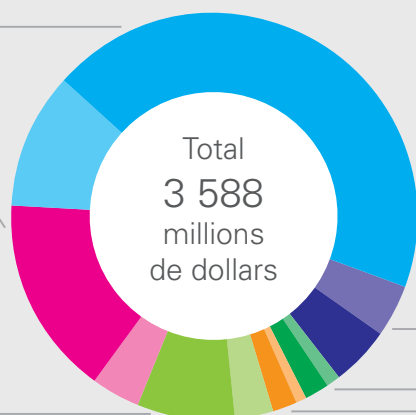
- RESSOURCES ORDINAIRES : 128 millions de dollars (4 %)
- AUTRES RESSOURCES : 167 millions de dollars (5 %)

Le VIH/SIDA et les enfants

- RESSOURCES ORDINAIRES : 31 millions de dollars (1 %)
- AUTRES RESSOURCES : 81 millions de dollars (2 %)

Autres interventions ne relevant pas des objectifs de l'organisation*

- RESSOURCES ORDINAIRES : 17 millions de dollars (<1 %)
- AUTRES RESSOURCES : 60 millions de dollars (2 %)



* Conformément aux politiques des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), l'UNICEF reclassifie les dépenses pour les programmes qui sont directement liées à la construction de bâtiments, des écoles en particulier, dans la catégorie des biens. Les dépenses pour les programmes seront enregistrées en 2014 lorsque les bâtiments seront finis et donnés aux partenaires.

Note : les totaux par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT) de l'UNICEF peuvent ne pas représenter 3 588 millions de dollars ou 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

Dépenses directes pour les programmes par région, 2013

Afrique subsaharienne*

- RESSOURCES ORDINAIRES : 465 millions de dollars (13 %)
- AUTRES RESSOURCES : 1 644 millions de dollars (46 %)

Asie

- RESSOURCES ORDINAIRES : 184 millions de dollars (5 %)
- AUTRES RESSOURCES : 500 millions de dollars (14 %)

Interrégional

- RESSOURCES ORDINAIRES : 61 millions de dollars (2 %)
- AUTRES RESSOURCES : 82 millions de dollars (2 %)

ECO/CEI

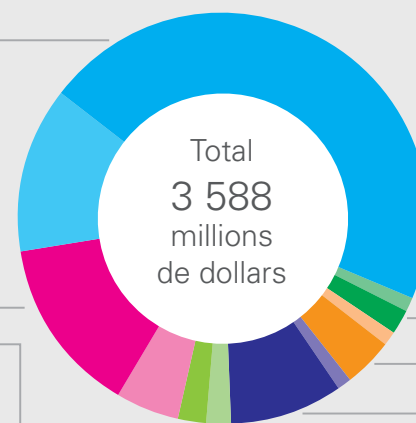
- RESSOURCES ORDINAIRES : 24 millions de dollars (1 %)
- AUTRES RESSOURCES : 71 millions de dollars (2 %)

Amérique latine et Caraïbes

- RESSOURCES ORDINAIRES : 26 millions de dollars (1 %)
- AUTRES RESSOURCES : 146 millions de dollars (4 %)

Moyen-Orient et Afrique du Nord

- RESSOURCES ORDINAIRES : 48 millions de dollars (1 %)
- AUTRES RESSOURCES : 335 millions de dollars (9 %)



* L'assistance aux programmes pour Djibouti et le Soudan est incluse dans la catégorie Afrique subsaharienne.

Note : les totaux par zone géographique peuvent ne pas représenter 3 588 millions de dollars ou 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

Obtenir des résultats, en commençant par les ENFANTS LES PLUS VULNÉRABLES

La prise en charge de la petite enfance, l'éducation de qualité, les services de santé et la protection de l'enfant sont inextricablement liés. Une eau salubre et un assainissement approprié sont tout aussi indispensables à la survie de l'enfant qu'à la création d'écoles amies des enfants. Le fait de pouvoir accéder à l'éducation peut protéger les filles contre le mariage précoce ou le travail d'enfants. L'intégration du dépistage et du traitement du VIH dans les soins prénatals sauve des vies et rapproche la prochaine génération d'un monde sans SIDA.

Réussir à atteindre les personnes hors d'atteinte et parvenir au développement durable sont deux objectifs inexorablement liés. Le progrès des nations dépend non seulement de la situation de leurs citoyens les plus prospères, mais également de celle des groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables. L'accent mis par l'UNICEF sur l'aide aux enfants les plus isolés et les plus vulnérables est non seulement une approche juste, mais également une décision économique avisée. Des études récentes corroborent ce constat. Un document d'analyse publié par des économistes du Fonds monétaire international (FMI) début 2014 indique par exemple que l'inégalité entrave la croissance économique. Ses auteurs montrent qu'en règle générale, lorsque les gouvernements prennent des mesures pour redistribuer les ressources, la réduction des inégalités qui en découle garantit une croissance plus rapide et plus durable.

Le programme de développement pour l'après-2015 définira les priorités mondiales de développement pour les prochaines décennies, offrant ainsi l'occasion unique de façonner un monde adapté à tous les enfants et de démontrer le rôle central de ces derniers dans tous les aspects du développement durable, que ce soit sur le plan social, économique ou environnemental. L'investissement en faveur des enfants est un moyen fondamental pour éradiquer la pauvreté, promouvoir une prospérité partagée et améliorer l'équité intergénérationnelle. Seul un investissement précoce permettra aux enfants de s'épanouir pleinement en tant qu'individus productifs, engagés et compétents jouant un rôle indispensable au sein de leur famille et de leur société. Cette approche est non seulement juste, mais intelligente.

Tout en aidant les États Membres des Nations Unies à élaborer le nouveau programme de développement, l'UNICEF a instauré un esprit de rassemblement, d'écoute et d'encadrement afin de veiller à ce que chacun (y compris les enfants et les adolescents) puisse participer au dialogue mondial et que ce programme reflète les droits, les besoins et les rêves des enfants. Au cours de l'année 2013, en partenariat avec des gouvernements, d'autres organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile, nous avons codirigé cinq consultations thématiques mondiales sur : la lutte contre les inégalités ; la santé ; l'éducation ; les conflits, la violence et les catastrophes ; et l'eau.



Une mère donne à son fils du porridge nutritionnel lors d'une séance d'information et de suivi de croissance au village de Tilli, au Burkina Faso. Le pays participe à un programme de sécurité nutritionnelle soutenu par l'UNICEF et l'Union européenne.
© UNICEF/NYHQ2012-0812/Asselin

Les bureaux de l'UNICEF du monde entier ont par ailleurs participé activement à plus de 85 consultations nationales. Les consultations nationales et mondiales ont permis d'entendre le point de vue d'un large éventail de personnes, notamment les enfants et les adolescents, les personnes handicapées, les peuples autochtones, les minorités ethniques, les personnes pauvres et d'autres groupes marginalisés. Ces efforts ont incité des millions de personnes et d'organisations à agir.

Tout en appelant à tout mettre en œuvre pour atteindre les OMD, l'UNICEF travaille en parallèle avec des partenaires de la société civile, des Nations Unies et d'autres organisations afin de s'assurer que le nouveau programme reflète les enseignements tirés des OMD et corrige leurs omissions, par exemple, en mettant explicitement et résolument l'accent sur l'égalité et l'équité, et en intégrant la prévention de la violence, de la maltraitance et de l'exploitation des filles et des garçons dans les cibles spécifiques du nouveau cadre.

Un bon départ dans la vie

La survie de l'enfant ne devrait pas dépendre du lieu de naissance. Pourtant, un enfant né au Luxembourg, où le taux de mortalité des moins de cinq ans est de deux décès pour 1 000 naissances vivantes, a bien plus de chances d'atteindre l'âge de cinq ans qu'un enfant né en Sierra Leone, où ce taux atteint 182 décès pour 1 000 naissances vivantes. L'UNICEF travaille avec ses partenaires pour soutenir la survie et le développement de l'enfant, notamment les soins prénatals, la nutrition, la vaccination, l'eau salubre, un assainissement adéquat et une hygiène satisfaisante.

À l'échelle mondiale, *L'engagement en faveur de la survie de l'enfant : une promesse renouvelée* (lancé à l'initiative de l'UNICEF et des Gouvernements de l'Éthiopie, de l'Inde et des États-Unis en 2012) a conduit plus de 175 pays à s'engager à accélérer les progrès en matière de survie de l'enfant à l'horizon 2013. Des centaines de groupes de la société civile, d'organisations confessionnelles et de particuliers ont rejoint ces pays afin de les aider à offrir à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie. Treize gouvernements supplémentaires ont rejoint le mouvement SUN, présidé par le Directeur général de l'UNICEF, en vue d'éliminer les multiples causes de la sous-nutrition. Pour répondre à l'épidémie de tuberculose qui touche environ 500 000 enfants chaque année, l'UNICEF, l'OMS et d'autres chefs mondiaux de la lutte contre la tuberculose ont par ailleurs publié une feuille de route intitulée *Roadmap for Childhood Tuberculosis: Towards zero deaths*. Celle-ci recommande 10 mesures visant à sauver des dizaines de milliers d'enfants, notamment ceux co-infectés par la tuberculose et le VIH.

En 2013, l'UNICEF a publié le *Guide pratique de lutte contre le choléra* en anglais et en français afin d'aider les pays endémiques à enrayer la progression d'une infection qui est à l'origine de 100 000 à 120 000 décès chaque année, dont plus de la moitié concernent des enfants de moins de cinq ans. En outre, l'UNICEF et l'université de Northampton au Royaume-Uni ont publié un manuel intitulé *The Handbook of Early Childhood Development Research and its Impact on Global Policy*. Cet ouvrage novateur est le premier recueil exhaustif de méthodes éprouvées pour mettre en œuvre des politiques et programmes de grande ampleur en faveur des jeunes enfants dans les pays à revenu faible et intermédiaire.



Au Soudan, environ **420 000 personnes (dont 252 000 enfants) ont pu accéder à une eau potable améliorée** grâce à la création de nouvelles sources d'eau ou à la rénovation des sources existantes.

Au niveau des pays, l'UNICEF travaille avec les gouvernements, les organismes concernés, les communautés et les familles pour fournir des informations et mener des interventions de pointe dans les zones isolées. Au Brésil, l'UNICEF a formé les équipes de soins à utiliser des protocoles de lutte contre la pneumonie et la diarrhée dans 10 zones autochtones particulièrement vulnérables de l'Amazonie, atteignant ainsi près de 7 000 enfants. En outre, la Semaine du bébé, une initiative soutenue par l'UNICEF en vue d'inciter les communautés à s'intéresser aux jeunes enfants, a donné lieu à la première Semaine du bébé autochtone destinée aux familles de deux régions du pays. Cette initiative a permis d'informer plus de 1 000 familles sur les pratiques de soins parentaux et sur leur droit aux services publics.

Avec le soutien de l'UNICEF, de l'Alliance GAVI et de l'OMS, la Somalie a adopté un vaccin cinq-en-un contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et l'*haemophilus influenzae* de type b, qui pourrait sauver des milliers de vies chaque année. Plus d'1,3 million de doses de ce vaccin pentavalent ont été mises à la disposition des centres de santé et des agents de santé communautaires en vue de la vaccination d'enfants de moins d'un an.

La vaccination reste le pilier de la prévention des maladies. Le nombre de cas de poliomyélite, par exemple, continue à diminuer dans tous les pays autrefois endémiques. Le Soudan n'a enregistré aucun cas de poliomyélite pour la cinquième année consécutive. Plus de 6,7 millions d'enfants de moins de cinq ans (95 % des enfants de ce groupe d'âge) ont été vaccinés contre la poliomyélite pendant les journées nationales de vaccination. Plus de 24 millions d'enfants de moins de cinq ans ont été vaccinés contre la poliomyélite en République arabe syrienne et dans les pays voisins.

Grâce à de nouvelles plateformes technologiques telles que le transfert d'argent par téléphone portable ou les rapports sur smartphone, les agents de mobilisation communautaire volontaires ont contribué à réduire de près de 60 % le nombre de cas de poliomyélite au Nigéria entre 2012 et fin 2013. Ils ont également réussi à réduire nettement le taux de

AMÉLIORER LA NUTRITION DE L'ENFANT

Réduire les inégalités

En 2013, l'UNICEF a joué un rôle prépondérant dans la sensibilisation et la mobilisation de financements en faveur de la lutte contre le retard de croissance et les autres formes de sous-nutrition, qui touchent essentiellement les populations les plus vulnérables. En tant que membre de mouvements de grande ampleur tels que le SUN (Renforcement de la nutrition), l'UNICEF contribue à influencer les politiques et actions mondiales, régionales et nationales visant à mettre fin à la sous-nutrition et à ses conséquences.

L'UNICEF achète et fournit des produits tels que des biscuits riches en protéines, des micronutriments, des SRO et du zinc, pour les envoyer en particulier aux pays touchés par des situations d'urgence. Notre travail dans d'autres domaines de développement (santé maternelle et de l'enfant, eau et assainissement, VIH/SIDA, éducation et protection de l'enfant) contribue à réduire la prévalence de la sous-nutrition chez l'enfant et à maintenir les femmes et les enfants en bonne santé.

Au mois d'avril, l'UNICEF a publié un rapport intitulé *Améliorer la nutrition de l'enfant : un objectif impératif et réalisable pour le progrès mondial*, qui met en avant des réussites en matière de renforcement de la nutrition et d'amélioration des politiques, programmes et changements de comportements dans 11 pays. Grâce à un accord avec certains organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et d'autres partenaires mondiaux, l'UNICEF et l'Organisation

mondiale de la Santé (OMS) ont également déployé le kit de formation et de plaidoyer sur la prise en charge du développement de l'enfant. Approuvé par l'Association internationale de pédiatrie, ce kit associe nutrition, prise en charge médicale et compétences parentales à échelle communautaire. Il bénéficie du soutien de 16 partenaires. Nous avons établi des partenariats avec des spécialistes de la technologie afin de développer des innovations peu coûteuses et libres de droits telles que RapidSMS, un service de messagerie qui permet aux agents communautaires de suivre la nutrition maternelle et infantile dans des pays tels que le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda ou la Zambie.

Bien qu'il existe encore d'importantes disparités entre les zones rurales et urbaines, ainsi qu'entre les catégories les plus pauvres et les plus riches de la population, les résultats des actions menées à ce jour sont prometteurs et les inégalités nutritionnelles commencent à reculer dans de nombreuses communautés. Au Pérou, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans est passée de 30 %, d'après les estimations, de 2004-2006 à 20 % en 2011. Au Rwanda, ce chiffre est passé de 52 % d'après les estimations de 2005 à 44 % en 2010. D'après des estimations provisoires concernant l'État du Maharashtra en Inde, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans serait passée de 39 % en 2005-2006 à 23 % en 2012. Ces pays montrent que grâce à la détermination et à la volonté politique, aucun enfant ne devrait jamais souffrir de la faim.

non-observance. Les agents de mobilisation communautaire volontaires ne se contentent pas de militer pour l'éradication de la poliomyélite : ils informent les aidants sur des pratiques quotidiennes essentielles et sur les équipements disponibles dans les centres de santé, et contribuent à accroître la demande de services.

L'Inde, qui concentrait autrefois plus de la moitié des nouveaux cas de poliomyélite dans le monde, n'a pas enregistré un seul cas de poliovirus sauvage ni détecté ce virus dans les prélèvements d'eaux usées depuis janvier 2011, ouvrant la voie à la certification de l'éradication de la poliomyélite en Asie du Sud-Est en 2014.

Les campagnes de santé intégrées restent un moyen efficace pour atteindre des enfants qui seraient sinon laissés de côté. Deux fois par an depuis 2006, l'UNICEF aide le Gouvernement du Myanmar à mener des campagnes nationales de déparasitage. Quelque 10 millions d'enfants âgés de deux à neuf ans ont été traités lors de chaque phase de la campagne en février et août 2013. Nous soutenons également la supplémentation en vitamine A ; ainsi, 6 millions d'enfants âgés de six mois à cinq ans ont reçu des doses lors de chaque phase de la campagne en 2013. Tout au long de l'année, 80 % des femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'une supplémentation en vitamine B1 et en acide folique. Au total, 270 000 enfants de moins de trois ans originaires de 21 agglomérations à haut risque ont bénéficié d'un enrichissement à domicile des aliments avec une poudre de micronutriments contenant du fer.

L'UNICEF préconise un allaitement maternel exclusif jusqu'aux six mois de l'enfant et la poursuite de l'allaitement associée à des aliments adaptés à l'âge de l'enfant jusqu'à ses deux ans. Dans le but d'accroître le faible taux d'allaitement maternel en Chine, le Centre national pour la santé des femmes et des enfants du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies a lancé avec l'UNICEF « 10m2 d'amour », une campagne de plaidoyer visant à promouvoir l'allaitement maternel en tant que norme sociale et à augmenter le nombre de salles d'allaitement disponibles dans les espaces publics et les entreprises de tout le pays. Le site Internet unicef.cn/10m2 permet aux organisations d'enregistrer les salles d'allaitement destinées au personnel et aux clients, qui respectent les normes internationales, salles qui peuvent ensuite être localisées grâce à une application mobile.

L'éducation universelle

Tous les enfants devraient avoir la possibilité de réaliser leur plein potentiel. Chaque enfant devrait donc au minimum avoir accès à : l'enseignement préscolaire afin de préparer son entrée à l'école ; des écoles primaires et secondaires de qualité ; des enseignants formés à des méthodes innovantes, adaptées aux enfants ; et à des programmes scolaires pertinents, en lien avec la société actuelle. L'éducation universelle implique une éducation ouverte à tous, y compris aux



En Éthiopie, **les services de PTME ont été élargis** et sont désormais proposés dans plus de 1 700 centres de santé.

personnes handicapées, aux peuples autochtones, aux filles et aux autres groupes marginalisés.

Le 11 octobre, à l'occasion de la Journée internationale de la fille, l'UNICEF a mis en avant le pouvoir de l'innovation pour accroître le nombre de filles scolarisées et améliorer la qualité de l'apprentissage pour tous les enfants. Dans toutes les régions, les bureaux de l'UNICEF ont multiplié les activités de sensibilisation et de plaidoyer avec des tables-rondes, des séances de dialogue communautaire et des ateliers, ainsi que par le biais des médias sociaux.

Avec le soutien de la Fondation IKEA, nous avons promu les centres communautaires comme alternatives aux services de développement de la petite enfance en République de Moldova. Ceci a permis à 2 400 enfants vulnérables, notamment des Roms, des enfants handicapés et des enfants de migrants de bénéficier d'une éducation et d'une prise en charge précoces. Un partenariat public-privé avec la Fondation LEGO a permis à 57 000 jeunes enfants de 530 écoles maternelles d'accéder à des jeux d'éveil.

En Somalie, un partenariat entre l'UNICEF et Save the Children International a permis la mise en place de programmes « spécifiques » destinés aux communautés pastorales du Puntland et du Somaliland. Grâce à des abris mobiles, des horaires flexibles et une meilleure formation des enseignants, ce projet a permis aux enfants de recevoir une éducation de base, tout en contribuant aux activités d'élevage de leur famille. Ces programmes consacrés aux groupes exclus ont permis à 12 500 enfants (dont 45 % de filles) de se rendre à l'école.

Le manque d'eau salubre et de latrines propres et séparées pour les garçons et les filles, est un obstacle majeur à l'éducation, en particulier pour les filles et les adolescentes réglées. Le plus vaste programme de l'UNICEF en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène se trouve au Nigéria. En 2013, environ 1,94 million de personnes ont pu accéder à une source d'eau améliorée dans ce pays et 2,1 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à des latrines. En termes d'assainissement, 3 195 communautés ont abandonné la défécation à l'air libre, ce qui est largement supérieur à l'objectif fixé (1 500 communautés).

Le droit à l'éducation ne peut pas être révoqué, même pendant les situations d'urgence. Au Soudan du Sud, l'UNICEF et Save the Children, ont pris la tête des efforts déployés par le groupe sectoriel (*cluster*) de l'éducation pour proposer

LA FIN DE LA POLIOMYÉLITE

Un motif d'optimisme prudent

À l'échelle mondiale, le nombre de cas de poliomyélite a diminué de plus de 99 % depuis 1988. De nouvelles flambées en 2013 ont toutefois brutalement poussé les pays et les communautés vulnérables à accroître leur taux de vaccination.

La poliomyélite n'est plus endémique que dans trois pays : l'Afghanistan, le Nigéria et le Pakistan. Mais le virus continue à circuler, mettant les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables en danger. En 2013, les conflits qui ont fait rage en Somalie et en République arabe syrienne ont empêché la vaccination systématique des enfants, qui sont nombreux à avoir été infectés et handicapés par le virus de la poliomyélite. Des campagnes de vaccination de grande ampleur ont donc été organisées au Moyen-Orient et en Somalie. Le manque d'accès est désormais le principal obstacle qui empêche l'UNICEF de proposer un vaccin oral contre la poliomyélite à tous les enfants.

Il y a près de 30 ans, des gouvernements et des organismes chefs de file de la santé à l'échelle mondiale (notamment l'UNICEF) ont créé l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP), un partenariat public-privé ayant pour objectif de débarrasser le monde de la poliomyélite. Lors du Sommet mondial sur la vaccination organisé à Abu Dhabi en avril 2013, des dirigeants de la communauté mondiale et des philanthropes se sont engagés à apporter un soutien financier et politique à la mise en œuvre du plan de l'IMEP sur six ans pour l'éradication de la poliomyélite. La poliomyélite devrait être éradiquée dans le monde d'ici 2018.

Avec l'IMEP, l'UNICEF a accéléré ses actions en vue de l'éradication de la poliomyélite en Asie du Sud en 2013. Au mois de novembre, l'Afghanistan a célébré une année sans un seul cas de poliomyélite dans le sud du pays. Ceci constitue un progrès majeur, bien qu'un cas ait ensuite été recensé dans la province d'Helmand à la fin de l'année.

L'UNICEF a mis en place des mécanismes visant à intervenir face aux flambées de poliomyélite plus rapidement et plus efficacement que jamais. En 2013, nous avons déployé des programmes d'éradication de la poliomyélite en Afghanistan, au Nigéria et au Pakistan, soutenu la vaccination de 2,2 millions d'enfants en République arabe syrienne et jeté les bases de la plus grande campagne de vaccination jamais organisée au Moyen-Orient.

Afin de lutter contre le refus de vaccination, l'UNICEF a quasiment triplé ses réseaux de mobilisation sociale, qui regroupent désormais plus de 12 000 personnes. L'augmentation la plus significative a été observée au Nigéria. Ces réseaux ont eu un impact considérable et le nombre de refus de vaccination dans les trois pays endémiques a nettement diminué.

Les difficultés d'accès constituent désormais le principal obstacle aux capacités de l'UNICEF à dispenser un vaccin oral contre la polio à chaque enfant. Afin de mieux comprendre les causes profondes de l'inaccessibilité et de trouver des solutions de plaidoyer créatives, l'UNICEF a créé un groupe de réflexion avec la Fondation Bill et Melinda Gates. Composé de spécialistes de la communication, de la sécurité et de l'anthropologie originaires du Pakistan et d'autres pays, le « Brain Trust » pakistanais a été chargé d'élaborer de nouvelles stratégies en faveur de l'accès. L'UNICEF continue à chercher des moyens innovants pour vacciner les enfants dans les zones difficiles d'accès, tout en déployant de nouvelles approches en vue de l'intégration des services de santé de l'enfant, notamment de nouveaux vaccins et des messages de santé publique sur la nutrition et l'assainissement.

L'UNICEF s'appuie sur les remarquables réalisations du programme d'éradication de la poliomyélite pour montrer que la vaccination change des vies et que ces investissements sont essentiels pour mettre fin aux décès évitables.

des espaces d'apprentissage provisoires à près de 71 000 enfants et jeunes adultes, et du matériel scolaire et ludique à près de 140 000 enfants et adolescents. Près de 1 000 enseignants et membres d'associations de parents/enseignants ont bénéficié d'une formation sur l'éducation dans les situations d'urgence, les compétences nécessaires à la vie courante et le soutien psychosocial.

Une génération sans SIDA

Coparrainant du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), l'UNICEF œuvre pour prévenir l'infection et traiter le VIH chez les enfants et les mères, soutenir les enfants orphelins à cause du SIDA et réduire le risque d'infection par le VIH chez les jeunes. Il s'agit en effet d'étapes cruciales du plan de travail visant à mettre fin à l'épidémie de SIDA.

En décembre 2013, lors de la 17^e Conférence internationale sur le SIDA et les IST en Afrique, l'UNICEF a rappelé la nécessité d'améliorer la survie au VIH des enfants exposés,

infectés et non infectés. En partenariat avec l'OMS, l'UNICEF a publié des directives mondiales sur le dépistage du VIH, l'accompagnement psychologique, les soins et la prise en charge des adolescents.

Au Botswana, l'UNICEF et l'organisme national de coordination de la lutte contre le SIDA ont étendu la campagne de sensibilisation au VIH «Wise Up», destinée aux jeunes âgés de 10 à 24 ans. Cette initiative utilise des SMS et les médias sociaux pour diffuser des informations de prévention adaptées à l'âge de trois groupes différents : les enfants (10 à 14 ans), les adolescents (15 à 19 ans) et les jeunes adultes (20 à 24 ans). Cette campagne comprend désormais des ateliers de théâtre permettant de transmettre des messages de prévention du VIH axés sur des thématiques telles que l'abstinence, la circoncision, les partenaires multiples, la stigmatisation, l'alcoolisme ou la toxicomanie.

Si la prévention du VIH est primordiale, le traitement constitue également un volet important du travail de l'UNICEF. Au Cambodge, le traitement antirétroviral des enfants de

la naissance jusqu'à l'âge de 14 ans a augmenté de 88 % depuis 2011. L'UNICEF est venu en aide à 22 des 35 centres de traitement du SIDA chez l'enfant, améliorant l'observance des protocoles de traitement, la supervision sur le terrain et la coordination des services.

Le traitement des femmes enceintes vivant avec le VIH contribue à prévenir la transmission du virus de la mère à l'enfant (PTME). L'UNICEF aide les pays à intégrer le traitement et la prise en charge du VIH dans les services de soins prénatals, postnatals et infantiles. L'organisation préconise des tests de dépistage rapide du VIH et des traitements oraux à prendre une fois par jour pour les femmes dont le test est positif. En Afrique du Sud, où l'UNICEF est le principal partenaire technique du Gouvernement en matière de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, toutes les femmes enceintes séropositives bénéficient d'une trithérapie antirétrovirale dès le début de leur grossesse jusqu'à la fin de l'allaitement.

L'UNICEF a rejoint un accord de coopération Sud-Sud entre l'Argentine et la Bolivie visant à améliorer le dépistage et le traitement du VIH, en particulier pour les femmes autochtones vivant dans les régions frontalières de Salta (Argentine) et Tarija (Bolivie). Le partenariat entre l'UNICEF, la Fundación Huésped et les Directions nationales de lutte contre le SIDA des deux pays renforcera les soins de santé primaires en général. (Voir l'encadré page 28 pour d'autres exemples de coopération Sud-Sud.)

La protection de l'enfant

Les enfants devraient pouvoir grandir dans l'insouciance. Pourtant, ils sont nombreux à être maltraités, blessés et exploités chaque jour. D'autres sont victimes de pratiques traditionnelles telles que le mariage précoce ou les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E).

L'UNICEF a dévoilé une nouvelle campagne de grande envergure visant à mettre fin à la culture généralisée de la violence à l'encontre des enfants, qui demeure souvent invisible ou non signalée du fait qu'elle a lieu à domicile, à l'école ou au sein des communautés (aussi bien dans le monde réel que virtuel). L'initiative Mettre fin à la violence contre les enfants appelle chacun à rendre visible l'invisible et à élaborer des solutions pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants (voir l'encadré p. 6).

Le Belize est devenu le premier pays des Caraïbes à élaborer une feuille de route nationale pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants, avec une stratégie de communication orientée vers les enfants, les parents et les chefs communautaires.

Trop souvent, les mineurs délinquants ont commencé par vivre et travailler dans la rue. L'UNICEF a maintenu son partenariat avec le Département des mises à l'épreuve et



En Serbie, **une loi sur les droits des patients a été adoptée ; elle confirme que les adolescents âgés de plus de 15 ans ont le droit d'accepter ou de refuser une intervention médicale.**

des services de protection de l'enfance du Sri Lanka dans le but de prévenir le placement des enfants en établissements spécialisés et de promouvoir la prise en charge familiale. En 2013, grâce au soutien financier de l'UNICEF et à l'aide apportée au renforcement des capacités des agents de protection de l'enfance, 2 329 enfants ont bénéficié d'interventions visant à prévenir la séparation des familles. En outre, 437 enfants placés dans des établissements spécialisés de quatre provinces cibles ont retrouvé leur famille. L'UNICEF collabore également avec le Département afin de mettre en place un système national d'information et de suivi concernant les enfants placés dans des établissements spécialisés.

Parfois, les enfants et les adolescents souffrent des pratiques traditionnelles néfastes auxquelles adhèrent leur famille et leur communauté. L'éducation et le plaidoyer sont les outils les plus efficaces pour mettre fin à ces pratiques. Quelque 1 100 chefs traditionnels et communautaires du Burkina Faso se sont engagés à abandonner les MGF/E au cours d'une cérémonie publique. Ils ont ensuite prononcé 2 188 allocutions publiques ou sermons sur les MGF/E, rappelant la nécessité d'abandonner ces pratiques. Plus de 312 000 hommes et femmes connaissent désormais les conséquences néfastes des MGF/E et la loi les interdisant.

En Égypte, le programme d'abandon des MGF/E mené par l'UNICEF et l'Université al-Azhar a permis de sensibiliser 118 000 chefs religieux et communautaires à la nécessité d'abandonner ces pratiques. L'initiative « Sufara Saleema » au Soudan a débouché sur plus de 140 déclarations publiques sur l'abandon des MGF/E.

Les approches axées sur la communication pour le développement (C4D) se sont avérées efficaces pour protéger les enfants et les jeunes contre le harcèlement et l'exclusion. En partenariat avec le Ministère du travail et de la protection sociale du Kazakhstan, l'UNICEF a publié des supports de C4D soutenant l'intégration des personnes handicapées dans le cadre du premier concours « Différents mais égaux » organisé dans le pays. Près de 6 000 personnes handicapées âgées de 6 à 45 ans ont participé à des activités littéraires, artistiques et ludiques conçues pour modifier l'attitude du public envers le handicap. Ces expériences montrent que le fait de renforcer l'autonomie des personnes handicapées et de se concentrer sur leurs capacités (plutôt que sur leur handicap) peut être aussi efficace qu'une législation pour faire évoluer des croyances anciennes.

Être à la hauteur des DÉFIS HUMANITAIRES

Que ce soit dans le cadre de crises d'origine humaine ou naturelle, l'UNICEF agit sur le terrain pour atteindre tous les enfants touchés.

En 2013, nous avons travaillé dans la plupart des régions les plus dangereuses au monde afin de venir en aide aux enfants et aux familles rendus vulnérables par des crises humanitaires. En dépit de nombreuses difficultés, nous avons collaboré étroitement avec nos partenaires tout au long de l'année pour faire face à 289 crises humanitaires de plus ou moins grande ampleur dans 83 pays.

Trois situations d'urgence ont dominé l'actualité en 2013 : les conflits armés en République centrafricaine et en République arabe syrienne, qui ont tous deux eu des répercussions sur les pays voisins, et le typhon Haiyan aux Philippines. En outre, des dizaines de crises humanitaires chroniques peu ou pas médiatisées ont continué à affecter des millions de personnes en Afghanistan, en Colombie, dans la région du Darfour au Soudan, dans l'État de Palestine, au Mali, au Myanmar, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen.

Certains événements, comme les tempêtes tropicales, sont dans une certaine mesure prévisibles. L'UNICEF reconnaît que l'action humanitaire nécessite une bonne préparation pour pouvoir intervenir immédiatement et durablement dans les situations d'urgence et implique également de soutenir la résilience des enfants, des familles et des communautés pour leur permettre de résister aux chocs et de s'adapter aux changements climatiques. Aux Philippines, par exemple, l'UNICEF a intégré la résilience dans sa riposte au typhon Haiyan en encourageant la construction de bâtiments plus résistants. L'UNICEF a également déployé des technologies telles que des réfrigérateurs à énergie solaire pour rétablir la chaîne du froid et effectué des réparations de canalisations afin de renforcer les systèmes d'adduction d'eau.

L'action humanitaire requiert également des méthodes innovantes en termes d'évaluation des besoins, de prestation de services et de suivi de l'impact. Dans le nord du Mali, l'UNICEF a demandé à un organisme tiers de s'assurer du maintien des services vitaux pour les populations vulnérables. En République centrafricaine, des équipes mobiles déployées dans différentes régions du pays ont contribué au rétablissement des services pour les populations touchées.

Des situations d'urgence complexes

Dans le monde, certains pays continuent à subir une violence prolongée et ses conséquences traumatisantes. En 2013, l'UNICEF a fourni une aide humanitaire à des pays tels que l'Afghanistan, la Colombie, l'État de Palestine, le Mali, le Myanmar, le Nigéria, l'Ouganda, le Pakistan, les Philippines, la République



Une enseignante vérifie le travail de ses élèves dans une école soutenue par l'UNICEF, dans le camp de réfugiés syriens de Za'atari en Jordanie. En 2013, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni une aide éducative à 2,1 millions d'enfants en République arabe syrienne et 668 000 autres dans les pays voisins.
© UNICEF/NYHQ2013-0563/Noorani

arabe syrienne, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Tchad ou le Yémen. L'UNICEF a également apporté son aide aux femmes et aux enfants touchés par le conflit qui a éclaté au Soudan du Sud au mois de décembre.

Après trois années d'un conflit implacable en République arabe syrienne, des millions de réfugiés (dont 1,2 million d'enfants) ont fui vers l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban et la Turquie. Pour répondre à cette crise humanitaire, l'UNICEF fournit de l'eau salubre, des services de santé, un accès à l'éducation et un soutien psychosocial aux enfants de la République arabe syrienne et des pays voisins (*voir l'encadré p. 21*).

Au mois d'avril 2013, le Directeur général de l'UNICEF s'est associé aux responsables du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour lancer un vibrant appel à mettre fin à la crise en République arabe syrienne.

Face aux preuves accablantes montrant qu'une génération d'enfants syriens risquait de perdre tout espoir en un avenir meilleur, l'UNICEF a rejoint en 2013 un groupe de partenaires (comprenant les Ministères de l'éducation des pays concernés, des donateurs, le HCR, Mercy Corps, Save the Children et World Vision) afin d'élaborer l'initiative « Non à une génération perdue ! ». Les parties prenantes se sont mobilisées pour soutenir les objectifs de cette initiative, assurer son financement et mener un plaidoyer de haut niveau. Son but est de permettre aux enfants syriens d'accéder à l'éducation, à un environnement protecteur et

à d'autres possibilités afin de pouvoir un jour participer à la reconstruction de leur pays et créer un environnement favorable à la réconciliation.

Cette initiative a permis d'apporter une aide éducative à 2,1 millions d'enfants dans la République arabe syrienne et à 668 000 enfants des pays voisins au cours de l'année 2013. Nos partenaires basés en République arabe syrienne ont également fourni du matériel pédagogique à 1,5 million d'enfants touchés par la crise et des cours de soutien et de rattrapage à 310 000 enfants.

La situation en République centrafricaine a évolué vers une crise humanitaire et sécuritaire complexe de grande ampleur en 2013. L'ensemble des 4,6 millions d'habitants du pays (dont la moitié sont des enfants) ont été directement ou indirectement touchés. Des enfants ont été déplacés, séparés, mutilés, enlevés, tués, violés. La violence sexiste a augmenté, tout comme le nombre d'enfants enrôlés dans les forces, milices et groupes armés, qui en compteraient à présent près de 6 000. Le système éducatif s'est effondré, les services de base font défaut et la situation est aggravée par l'insécurité alimentaire, qui accroît les risques de malnutrition. Au début du mois de décembre, l'intensification des combats à Bangui a entraîné le déplacement de près d'un quart de la population de la capitale. Quelques jours plus tard, l'UNICEF a déclaré une situation d'urgence de niveau 3 pour le pays (crise soudaine ou détérioration marquée et rapide d'une situation d'urgence complexe préexistante qui exige l'intervention de toute l'organisation) et y a déployé des équipes supplémentaires. L'UNICEF et ses partenaires ont fourni à la population des médicaments vitaux, de l'eau salubre, des soins complets, ainsi que des services éducatifs et psychosociaux.



En Somalie, près de **1 100 enfants**, ayant pour la plupart été associés à des forces ou groupes armés, **ont participé à des programmes de réintégration.**

En 2013, la situation au Mali s'est progressivement stabilisée grâce à l'intervention des forces de maintien de la paix françaises et internationales dans le nord du pays et à la formation d'un nouveau gouvernement au mois de septembre. La situation reste cependant volatile, en particulier dans le nord. À la fin de l'année 2013, environ 386 000 personnes avaient été déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est dans ce contexte que l'UNICEF a soutenu des enquêtes nutritionnelles et le plan national en faveur de la nutrition, fournissant un traitement contre la malnutrition aiguë sévère à plus de 125 700 enfants âgés de moins de cinq ans et obtenant un taux de guérison de 87 %. Une flambée de choléra a été rapidement maîtrisée au mois de mai, l'UNICEF ayant aidé le Gouvernement malien à mobiliser des ressources et à fournir des tablettes de purification de l'eau, des kits d'hygiène et une protection hygiénique, ce qui a permis de stopper la flambée en quelques semaines. Près de 800 000 personnes ont bénéficié d'un accès temporaire à de l'eau chlorée.

L'UNICEF et ses partenaires ont également mis en place un mécanisme de surveillance et de communication sur les six violations graves des droits de l'enfant identifiées par la résolution 1612 du Conseil de sécurité (2005). Ils sont par ailleurs venus en aide aux enfants touchés par le conflit et aux victimes de violence sexuelle. En soutien au Ministère malien de l'éducation nationale, l'UNICEF a lancé la campagne « Retour à l'école », qui vise à encourager 800 000 enfants à aller ou à retourner à l'école au cours de l'année scolaire 2013-2014. Au moment du lancement de cette campagne au mois d'octobre, l'UNICEF s'est associé au Premier ministre, au Ministère de l'éducation nationale et à d'autres partenaires autour du thème « La paix est de retour, l'école aussi ».

Soucieux de préparer la transition politique, économique et sécuritaire de l'Afghanistan en 2013, l'UNICEF a participé à un processus régional de planification des interventions d'urgence, à la fois au niveau interne et en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Ces efforts permettront à l'UNICEF et à ses partenaires d'être mieux préparés aux enjeux qui attendent le pays.

Catastrophes naturelles

L'UNICEF est intervenu en réponse à de nombreux événements liés au climat en 2013 : séismes en Chine et au Tadjikistan, séisme et typhon dévastateur aux Philippines, inondations au Cambodge, en République populaire démocratique de Corée et au Népal, pour n'en citer que quelques-uns.

Le 8 novembre, le typhon Haiyan s'est abattu sur les Philippines. Considéré comme l'un des plus violents jamais enregistrés, il a touché plus de 14 millions de personnes, dont 5,9 millions d'enfants. Des milliers de personnes ont été blessées, tuées ou portées disparues, et 1,7 million d'enfants ont été déplacés. Des services élémentaires tels que l'alimentation, l'eau potable, les soins de santé et l'école ont été interrompus. Le typhon est survenu au lendemain d'un conflit qui avait provoqué au mois de septembre la mort de 200 personnes, la destruction de plus de 10 000 foyers et le déplacement de plus de 120 000 personnes dans la ville de Zamboanga. Un séisme de magnitude 7,2 avait également frappé la province de Bohol en octobre. Dans la semaine qui a suivi le passage de Haiyan, l'UNICEF a contribué à rétablir l'accès à l'eau de plus de 200 000 résidents de la ville de Tacloban.



Trois femmes, dont deux portant leur bébé, utilisent une passerelle pour franchir des eaux en décrue, à Bamako, au Mali.
© UNICEF/NYHQ2013-0925/Bindra

LUMIÈRE SUR LES ENFANTS VICTIMES DE LA CRISE SYRIENNE

Les répercussions à l'intérieur et au-delà des frontières

Fin 2013, 5,5 millions d'enfants subissaient les répercussions du conflit en République arabe syrienne. Alors que les combats continuent de faire rage, le risque est grand que ces enfants deviennent une génération perdue qui ne connaîtra jamais l'innocence et l'espoir de la jeunesse. Trois ans après le début des combats, le conflit affecte 9,3 millions de personnes sur le territoire syrien et a provoqué l'exode vers les pays voisins de 2,36 millions de personnes (chiffres de décembre 2013).

En République arabe syrienne, les enfants sont exposés quotidiennement aux horreurs de la guerre. Beaucoup sont isolés, coupés d'une aide humanitaire dont ils ont pourtant besoin de toute urgence. Les systèmes de distribution d'eau et les systèmes de santé ont été lourdement touchés ou se sont effondrés, et de nombreuses écoles ont fermé leurs portes. En novembre 2013, 17 cas de poliovirus sauvage étaient confirmés, les premiers depuis 1999.

Les enfants – non accompagnés pour certains – qui réussissent à se réfugier en Égypte, en Jordanie, au Liban ou en Turquie sont dans une grande détresse. Même s'ils sont à l'abri des carnages de leur pays natal, ils ne sont pas au bout de leurs peines. Fin 2013, plus de 60 % des enfants réfugiés, en particulier ceux vivant en dehors des camps, en âge d'aller à l'école n'étaient pas scolarisés, ce qui expose ces enfants déjà vulnérables à des risques accrus (mariage précoce ou travail, par exemple).

Si 20 % des réfugiés vivent dans des camps en Iraq, en Jordanie et en Turquie, la majorité d'entre eux sont installés dans des communautés d'accueil. Dans ce contexte, ils sont souvent exposés à des conditions difficiles, à des hébergements de fortune et à un risque accru de maladie. L'afflux de réfugiés

ébranle fortement les services et systèmes déjà affaiblis des pays d'accueil. En Jordanie, la distribution d'eau est surtaxée, ce qui exerce une pression supplémentaire sur un pays aux réserves d'eau déjà limitées. Au Liban, les frais médicaux ont augmenté et les salles de classes sont surpeuplées. En Turquie, les services de santé peinent à faire face à l'afflux de réfugiés.

En 2013, l'UNICEF et ses partenaires sont intervenus et ont apporté un soutien vital à tous les pays concernés. En République arabe syrienne, l'UNICEF a fourni du matériel pédagogique à plus d'un million d'enfants dans les 14 gouvernorats. Pour éviter la transmission de maladies hydriques et améliorer l'accès permanent à l'eau salubre, l'UNICEF, avec le concours du Comité international de la Croix-Rouge, a procédé à la chloration de l'eau, ce qui a permis à 10 millions de personnes de bénéficier d'une eau salubre. Pour protéger les enfants contre les rigueurs de l'hiver, l'organisation a fait parvenir des fournitures à 2 millions d'entre eux, notamment près d'un million de couvertures thermiques et 163 000 lots de vêtements d'hiver.

Dans les pays accueillant des réfugiés syriens, l'UNICEF a soutenu l'accès de plus de 267 000 enfants à l'éducation et à des programmes d'apprentissage. Plus de 388 000 enfants réfugiés ont par ailleurs bénéficié d'un soutien psychosocial. Plus de 24 millions d'enfants de la sous-région ont été vaccinés contre la poliomyélite, y compris en République arabe syrienne.

Malgré leur ampleur, ces interventions ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan. Il faut à présent redoubler d'efforts pour permettre aux enfants concernés d'accéder aux services de base indispensables et pour protéger leurs droits face aux destructions et aux bouleversements incessants auxquels ils sont confrontés.

À la fin décembre, l'organisation avait aidé plus de 750 000 personnes à accéder à une eau salubre et quelque 50 000 personnes à bénéficier d'un assainissement, grâce à la fourniture de dalles pour des latrines et de toilettes portables. Elle avait également contribué à la livraison de produits et de messages d'hygiène à plus de 260 000 victimes du typhon.

Le 20 avril, un séisme de magnitude 7,0 a frappé la province chinoise du Sichuan, tuant près de 200 personnes et en blessant 14 785. Face aux dégâts, l'UNICEF a fourni aux hôpitaux l'équipement médical indispensable aux soins obstétricaux et néonataux de base, et formé 1 200 médecins de village sur la santé maternelle et de l'enfant. Cela a permis d'améliorer la prise en charge de 21 000 femmes enceintes et de 115 000 jeunes enfants. L'organisation a distribué des kits d'analyse de la qualité de l'eau aux centres locaux de contrôle des maladies et installé des latrines. La collaboration avec le Comité national de travail pour les femmes et

les enfants a permis de remettre en service les espaces amis des enfants existants et d'en créer de nouveaux. Ainsi, plus de 9 700 enfants et 4 900 parents ont pu bénéficier d'un soutien psychosocial et de services de protection et de développement de l'enfant.

Le Tadjikistan, l'un des pays les plus pauvres d'Asie centrale, connaît régulièrement des catastrophes naturelles. Tous les ans, le pays est confronté aux forces de la nature, sous la forme de séismes, d'inondations et de coulées de boue. Bien que la plupart de ces phénomènes soient de faible envergure et localisés, ils peuvent être éprouvants pour les enfants et leurs communautés. Lorsqu'un séisme de magnitude 5,2 a touché le district de Yovon le 10 novembre, il a démoli plus d'une centaine de maisons et endommagé deux écoles et deux centres médicaux. L'intervention rapide de l'UNICEF, qui a fourni des tentes-écoles, des supports pédagogiques, des mallettes de jeux et des réservoirs d'eau, a permis aux enfants de



En Colombie, **près de 29 000 personnes, dont 50 % d'enfants, ont participé à des programmes éducatifs sur les risques posés par les mines.**

poursuivre leur scolarité et aux familles d'accéder à des services de base. Pour améliorer la résilience et la préparation du système éducatif, l'organisation soutient les autorités afin d'intégrer la réduction des risques de catastrophes dans le programme éducatif, qui concerne directement plus de 5 800 écoliers.

En 2013, Haïti a fait face à la plus importante épidémie de choléra jamais enregistrée. L'UNICEF s'est associé au Gouvernement haïtien pour distribuer des kits de prévention du choléra à quelque 350 000 personnes et a collaboré avec des ONG pour instruire plus de 550 000 personnes sur la maladie et fournir 4 120 trousse de diagnostic rapide à des centres médicaux. Dans le cadre de la lutte contre le choléra en Haïti, l'organisation a fait don de tentes médicales au Gouvernement et aux ONG et leur a remis pour

plus de 830 000 dollars de fournitures. Dans les régions à haut risque, environ 102 200 personnes ont été vaccinées contre le choléra, et les points d'eau ont été remis en état. L'assainissement a été amélioré dans 203 camps, bénéficiant ainsi à 200 000 personnes. Le pays étant très exposé aux tempêtes tropicales, l'UNICEF continue de soutenir le financement d'actions de préparation aux situations d'urgence et de réduction des risques de catastrophe.

Nutrition

Les causes de la faim sont nombreuses et l'insécurité alimentaire est souvent provoquée par les conflits armés, les catastrophes naturelles et la pauvreté. C'est précisément ce que connaît la région du Sahel, en Afrique, où la violence constante, la sécheresse, les inondations, le VIH/SIDA et la pauvreté chronique exacerbent la malnutrition. Les enfants issus de ces communautés sont très vulnérables aux formes aiguës et chroniques de la malnutrition. Des mesures de prévention et d'intervention sont nécessaires pour renforcer la capacité des communautés à faire face aux crises. En 2013, plus d'un million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition sévère ont pu recevoir un traitement dans neuf pays du Sahel. Avec le soutien de l'UNICEF, deux plateformes régionales ont distribué pour plus de 2,2 millions de dollars de fournitures indispensables afin d'agir sur tous les fronts de la crise nutritionnelle. Par ailleurs, l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour lancer l'initiative de renforcement des capacités nutritionnelles en Afrique de l'Ouest, qui doit remédier à la pénurie structurelle de professionnels qualifiés dans ce domaine.

Dans le cadre de l'intervention en faveur de la nutrition en Mauritanie, soutenue par l'UNICEF, plus de 16 000 enfants âgés de moins de cinq ans et souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été soignés dans 422 centres de nutrition. L'organisation a soutenu la généralisation du principe de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë et la création d'un système national d'information sur la santé qui appuiera les enquêtes nutritionnelles et l'élaboration d'un plan national dans ce domaine, permettant ainsi d'accélérer les progrès. Pour répondre à l'afflux de réfugiés



Un agent de santé donne à une fillette tenue par sa mère des aliments saupoudrés de micronutriments, en Mongolie. Les micronutriments en poudre constituent un moyen peu coûteux et acceptable d'améliorer la qualité des aliments complémentaires. Ils sont très efficaces contre les carences en fer et l'anémie ferriprive.

© UNICEF/NYHQ2012-1792/Sokol



Une petite fille se fait vacciner contre la rougeole dans un centre de vaccination temporaire à Bangui, en République centrafricaine. Le conflit récent a contribué à l'effondrement des services de santé, exposant des centaines de milliers d'enfants au risque de contracter cette maladie.
© UNICEF/NYHQ2013-0287/Matas

maliens qui aggrave l'insécurité alimentaire en Mauritanie, l'UNICEF a soutenu la prise en charge de 4 233 enfants souffrant de malnutrition aiguë et la vaccination de 26 721 enfants contre la rougeole. Cette intervention a été réalisée en collaboration avec le Gouvernement mauritanien et le HCR. Entre janvier et octobre 2013, elle a permis de réduire les cas de malnutrition aiguë générale de 13,2 % à 11,8 % et les cas de malnutrition aiguë sévère de 3,2 % à 1,4 %, selon deux enquêtes nutritionnelles.

En 2013, l'Angola et la Namibie ont subi l'une des pires sécheresses depuis 30 ans. La situation est grave en Angola, où 1,5 million de personnes souffrent désormais d'insécurité alimentaire. La faible production agricole et la consommation d'eau insalubre ont déclenché une crise nutritionnelle à laquelle les enfants de moins de cinq ans sont les plus vulnérables. L'UNICEF a soutenu le gouvernement angolais dans une démarche inédite de généralisation de la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë. Cette initiative a conduit à l'ouverture de 34 nouveaux centres de programmes thérapeutiques avec hospitalisation et de 473 nouveaux centres de soins ambulatoires. Un dépistage de la malnutrition a été réalisé auprès de plus d'un million d'enfants. Il a permis de traiter plus de 59 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et quelque 65 500 autres souffrant de malnutrition aiguë modérée.

En Namibie, le pays d'Afrique subsaharienne le plus aride, 780 000 personnes (environ un tiers de la population) souffraient d'insécurité alimentaire en avril 2013. L'UNICEF a fourni une aide technique et financière pour que les foyers

de sept des régions les plus touchées de Namibie aient accès à une eau salubre, à l'assainissement et à des pratiques d'hygiène améliorées, et pour assurer la détection précoce et l'orientation des femmes et des enfants en cas de malnutrition. Avec l'OMS, l'organisation a aidé le Gouvernement à organiser une Semaine de la santé maternelle et de l'enfant dans 14 régions en novembre. Les activités comportaient une supplémentation en fer et en acide folique pour les femmes enceintes et allaitantes, un vaccin de rattrapage pour les enfants, le dépistage de la malnutrition aiguë et la déclaration des naissances.



Le Myanmar a lancé **une campagne nationale de lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les forces armées.**

Des partenariats pour ATTEINDRE TOUS LES ENFANTS JUSQU'AU DERNIER

L'UNICEF ne peut pas produire de résultats significatifs pour les enfants sans l'aide de ses partenaires. Les partenariats lui permettent d'accomplir sa mission, qui est d'aider chaque enfant, où qu'il se trouve. En tant que premier défenseur des enfants à l'échelle mondiale, l'organisation fait profiter ses partenaires internationaux, régionaux et nationaux de son expertise en matière de suivi et d'évaluation, de plaidoyer et de programmation. De même, ses partenaires la font profiter de leur expertise.

Des actions internationales pour répondre à des enjeux complexes

L'UNICEF tient un rôle de gouvernance dans 50 partenariats de programme mondiaux, dont sept ont leur secrétariat au siège de l'UNICEF à New York : Une promesse renouvelée, Better Care Network, le Groupe de travail des donateurs sur les mutilations génitales féminines/excision, le Groupe de travail interinstitutions sur la violence à l'encontre des enfants, Assainissement et eau pour tous, l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et le Fonds d'affectation spéciale pour la santé procréative, maternelle, néonatale et de l'enfant/Commission des Nations Unies sur les produits d'importance vitale pour les femmes et les enfants.

L'UNICEF joue un rôle clé dans le mouvement SUN, un partenariat mondial visant à mettre fin au retard de croissance et aux autres formes de sous-nutrition, en veillant à ce que ses analyses et ses actions s'inscrivent dans l'intérêt supérieur de tous les enfants. Le mouvement est attaché au principe selon lequel toute personne a droit à l'alimentation et à une bonne nutrition. En 2013, son action a donné lieu à un soutien sans précédent à la lutte contre le retard de croissance, et le puissant message qu'il diffuse fait tache d'huile. Ainsi, le Forum économique mondial 2013 a hissé la sécurité alimentaire et nutritionnelle au rang des priorités mondiales.

L'UNICEF continue d'assumer son rôle de partenaire central et de chef de file de la communauté éducative mondiale par sa participation et sa direction du Partenariat mondial pour l'éducation, son soutien constant et sa direction de l'UNGEI, sa collaboration avec l'UNESCO en vue d'établir les priorités de développement pour l'après-2015 et sa collaboration avec le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale ou la campagne « L'éducation ne peut attendre ». Pour continuer de combler le fossé entre développement et aide humanitaire, l'UNICEF, défenseur et partenaire incontournable de l'éducation dans les situations d'urgence, joue un rôle de premier plan dans ce secteur. En 2013, l'organisation a collaboré avec des partenaires clés, notamment le Réseau interinstitutionnel pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE) sur la campagne « L'éducation ne peut attendre », dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI), afin d'accroître la visibilité de cette question.



Des habitants de la région éthiopienne d'Amhara collectent de l'eau à un point d'eau soutenu par l'UNICEF et l'Union européenne. © UNICEF/ETHA20130078/Ose

En tant que chef de file et hôte du secrétariat de l'UNGEI, l'UNICEF œuvre assidûment à la mobilisation sociale et intervient pour défendre l'importance de l'éducation des filles et de l'égalité des sexes dans les priorités mondiales. En 2013, l'UNGEI a publié son programme de plaidoyer politique, axé sur l'apprentissage des filles, l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, la réduction des violences sexistes liées à la scolarité et l'intervention auprès des plus marginalisés. L'Initiative a partagé des bonnes pratiques et encouragé la coordination entre partenaires de développement œuvrant dans ce domaine en Asie de l'Est, dans le Pacifique et en Afrique occidentale et centrale, ce qui a permis de faire progresser le dialogue politique.

Aussitôt après la réunion de haut niveau sur la question du handicap et du développement convoquée par l'Assemblée générale des Nations Unies au mois de septembre, l'UNICEF a organisé un forum dans le cadre du Partenariat mondial pour les enfants handicapés, un réseau qu'il dirige réunissant plus de 240 organisations. Ce forum, qui a rassemblé près de 280 participants représentant 41 pays, a appelé à ce que les enfants handicapés occupent une place prépondérante dans les priorités de développement pour l'après-2015. (Voir également l'encadré, p.27)

Coparrain de l'ONUSIDA, l'UNICEF a publié *Vers une génération sans SIDA : enfants et SIDA*, son sixième « bilan de la situation » depuis 2007, consacré à l'impact de l'épidémie de SIDA sur les enfants. Ce rapport décrit la lutte contre le VIH/SIDA chez les enfants et les adolescents des pays à revenu faible et intermédiaire. Il recommande notamment une planification plus ciblée et centrée sur les données, et une analyse des résultats dans une optique d'équité.

En 2013, l'UNICEF a continué de renforcer et d'élargir ses partenariats avec les institutions financières internationales. En février, le président du Groupe de la Banque mondiale, M. Jim Yong Kim, s'est adressé au Conseil d'administration de l'UNICEF à l'occasion d'une session spéciale dédiée à la collaboration entre les deux organisations. M. Kim et M. Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF, ont évoqué l'importance de la collaboration pour parvenir à l'égalité pour les enfants et éradiquer l'extrême pauvreté. La haute direction de l'organisation a participé à l'Assemblée annuelle et à la Réunion de printemps du FMI et du Groupe de la Banque mondiale, et souligné l'importance d'investir en faveur des enfants dans l'intérêt des sociétés, des économies et des générations futures.

L'engagement concret de l'UNICEF, son plaidoyer et ses partenariats avec les États Membres des Nations Unies ont permis de faire valoir les droits de l'enfant dans les priorités internationales. Par exemple, en 2013, l'UNICEF a apporté son soutien technique aux États Membres afin que les problèmes prioritaires des enfants, tels que l'équité, soient inscrits dans les résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution sur l'inclusion sociale coparrainée par 62 États Membres. L'organisation continue de travailler en étroite collaboration avec les autres organismes des Nations Unies pour harmoniser leurs plans stratégiques respectifs et renforcer la cohérence des activités opérationnelles mises en œuvre. À cet effet, elle dirige notamment la création d'un cadre global de suivi et de notification qui supervisera l'ensemble des activités opérationnelles du système des Nations Unies en matière de développement.

L'UNICEF a renforcé ses partenariats humanitaires avec le HCR et le PAM. Ainsi, les hauts dirigeants de ces trois

organismes ont mené des missions conjointes au Moyen-Orient et dans la région du Sahel en Afrique afin d'envisager comment améliorer leur coopération et la planification commune des travaux.

Partenariats mondiaux et régionaux

En 2013, l'UNICEF a élargi son partenariat avec l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) grâce à des activités mobilisant les États membres dans presque tous les secteurs soutenus par l'organisation. L'UNICEF et l'ASACR ont convenu de plans d'action annuels de grande envergure dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, du VIH/SIDA, de la protection de l'enfance, des politiques sociales et de l'évaluation. Cette collaboration est capitale pour se rapprocher de l'ODD 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement) et pour consolider le cadre propice aux politiques, aux programmes et aux budgets dans la région.

Au cours de l'année, le Bureau de liaison de l'UNICEF auprès de l'Union africaine (UA) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ont contribué à intégrer les enfants dans plusieurs cadres politiques continentaux et plans d'action de l'UA et de ses organes. En août, lors de la Conférence internationale sur la santé maternelle, néonatale et infantile en Afrique organisée par l'UA et le Gouvernement sud-africain, l'UNICEF a animé une session plénière sur les interventions stratégiques permettant d'améliorer la santé néonatale et de l'enfant, ainsi que des sessions parallèles sur la sécurité nutritionnelle et la santé néonatale et de l'enfant.

Grâce au plaidoyer et à l'assistance technique de l'UNICEF, la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement en Afrique après 2014 affirme le caractère prioritaire des besoins et des droits de l'enfant. Cette déclaration a été adoptée le 4 octobre 2013, à l'issue de la session ministérielle de la Conférence régionale africaine sur la population et le développement. Ses 88 engagements portent notamment sur la lutte contre l'inégalité entre les sexes, sur la réalisation de l'accès universel à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction, et sur le caractère prioritaire de l'éducation, de l'autonomisation et de la participation des femmes et des jeunes. D'autres efforts concertés visent les engagements relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la paix et la sécurité en Afrique et l'intégration des enfants dans la Position africaine commune sur les priorités de développement pour l'après-2015.

Education Equity Now!, un appel à l'action soutenu par l'UNICEF lancé lors d'une conférence régionale organisée par le Gouvernement turc, appelle 20 gouvernements d'Europe et d'Asie centrale à s'engager à réformer l'enseignement afin que les enfants les plus exclus et les plus vulnérables soient pris en charge par des systèmes éducatifs bien gérés et dotés de ressources suffisantes. La collaboration entre les organisations régionales et internationales de la société civile,



Au Burkina Faso, **près de 60 000 personnes ont bénéficié d'interventions destinées à promouvoir le lavage des mains** dans le cadre d'activités communautaires.

les organismes des Nations Unies et les jeunes a permis de produire une publication appelée *Call for Action: Education Equity Now – Including all children in quality learning*. Il vise à accélérer le mouvement politique, encourager une éducation inclusive de qualité et favoriser la participation des jeunes.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'UNICEF a continué de collaborer avec plusieurs médias, dont Agencia EFE et NTN24. En préparation du vingt-cinquième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant en 2014, l'organisation s'est associée à la chaîne régionale hispanophone affiliée à CNN. Elle a également renouvelé ses partenariats avec Cartoon Network Latin America et Plaza Sésamo Latinoamérica pour promouvoir le développement de la petite enfance et de sports, loisirs et jeux sûrs et inclusifs.

Les années de plaidoyer et de collaboration entre l'UNICEF, les Comités nationaux pour l'UNICEF, les présidents successifs de l'Union européenne (UE) et les principaux partenaires de la société civile ont abouti aux très attendues Recommandations de la Commission européenne sur la réduction de la pauvreté. « *Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité* » rejoint l'appel de l'UNICEF en faveur des droits et de l'égalité des enfants en ciblant trois domaines d'intervention : l'accès à des ressources suffisantes, l'accès à des services de qualité abordables et le droit des enfants à participer.

Tout au long de 2013, l'UNICEF a collaboré avec la Commission européenne et le Parlement européen pour que les disparités et la situation des groupes d'enfants marginalisés et vulnérables soient prises en compte et considérées prioritaires dans le processus d'adhésion à l'Union européenne. Cette action a permis de faire ressortir dans les résolutions parlementaires et les rapports des pays de l'UE les droits des enfants roms, handicapés, placés en institution, pauvres (zones rurales comme urbaines) et des enfants privés de soins parentaux. La huitième Plateforme européenne pour l'inclusion des Roms, consacrée à l'intégration des enfants et des jeunes Roms, a permis à l'UNICEF de mettre en lumière les pratiques prometteuses de la région en matière d'éducation et de soins intégrés et inclusifs pour la petite enfance.

UNE QUESTION DE CAPACITÉ

Promouvoir les droits des enfants handicapés

Tous les enfants méritent d'avoir la même chance. Il n'existe pas de qualification préalable. Pourtant, les enfants handicapés voient souvent leurs droits bafoués. Dans certains pays, ils sont considérés comme des citoyens de deuxième classe, souvent placés en institution, abandonnés ou négligés.

Les personnes handicapées ne figurent pas parmi les huit OMD, les 21 cibles et les 60 indicateurs. L'UNICEF et ses partenaires s'engagent à trouver des moyens d'intégrer le handicap dans les OMD et de veiller à ce que les enfants handicapés soient inscrits dans les priorités de développement pour l'après-2015.

L'aide aux enfants handicapés constitue le cœur même de l'engagement de l'UNICEF en matière d'égalité. En mai, à l'occasion de la publication de son rapport phare, *La Situation des enfants dans le monde 2013 : les enfants handicapés*, l'organisation a appelé les dirigeants à considérer l'enfant avant le handicap. Autrement dit, à se concentrer sur les capacités de l'enfant plutôt que sur ses limites. Si on leur en donne les moyens et la possibilité, les enfants handicapés peuvent surmonter les obstacles, contribuer à la société et enrichir l'humanité par leur intégration. Le manque de données fiables conduit à l'invisibilité des personnes handicapées et génère des estimations inexactes, empêchant ainsi la mise en place d'interventions efficaces et l'allocation de ressources et de services mieux adaptés. Même si les données sont essentielles, les enfants handicapés ne peuvent pas attendre la production de statistiques et de profils. Il faut leur donner une chance dès maintenant.

L'inclusion est un message essentiel de la campagne « Une question de capacité », organisée conjointement avec le Gouvernement du Monténégro. Forte des succès précédents dans ce domaine, la campagne a lancé deux actions de plaidoyer médiatisées en 2013 : une publicité télévisée sur le sport et les jeux inclusifs, avec la handballeuse Anđela Bulatović, championne

d'Europe et vice-championne olympique avec l'équipe du Monténégro, ainsi qu'une visite de deux jours du joueur de tennis britannique Peter Norfolk, médaillé d'or aux Jeux paralympiques, qui a appelé à mettre fin à la discrimination et à l'exclusion dont sont victimes les enfants handicapés.

Par ailleurs, l'UNICEF a invité des enfants handicapés à servir de décideurs et de modèles publics positifs. Dans tout le Monténégro, de jeunes bénévoles (handicapés ou non) ont défendu l'égalité des droits et des chances pour tous les enfants. Une étude révèle que les activités de ces clubs de bénévoles ouverts à tous ont eu un impact positif, non seulement sur les bénévoles, mais aussi sur leurs parents. Le nombre de bénévoles a augmenté dans les communautés locales. Tous les enfants se sont faits de nouveaux amis, et les parents ont pu faire l'expérience de l'inclusion grâce à leurs enfants.

Pour évaluer l'efficacité de la campagne « Une question de capacité », l'UNICEF a lancé une enquête exhaustive afin de mesurer les connaissances, les attitudes et les pratiques des personnes concernant l'inclusion. Il a été demandé aux participants ce qu'ils savaient des droits des enfants handicapés et ce qu'ils pensaient de l'inclusion de ces enfants dans les activités quotidiennes. Les résultats de 2013 montrent un net changement d'attitude : de plus en plus de personnes estiment que les enfants handicapés devraient être intégrés à l'enseignement général au lieu d'être scolarisés séparément. Elles sont également plus nombreuses à penser que les enfants handicapés devraient être pris en charge par des familles d'accueil plutôt que par des institutions.

L'évolution des comportements est une première étape importante. Il reste cependant un long chemin à parcourir avant que tous les enfants aient accès au meilleur départ dans la vie, à une éducation de qualité, à la sécurité et à la participation.

L'organisation s'est également associée à l'UE pour mettre au point un *Manuel sur les droits de l'enfant* destiné aux partenaires du développement, au personnel de la Commission européenne, aux donateurs bilatéraux et aux autres acteurs du développement pour intégrer une démarche axée sur les droits de l'enfant dans les programmes, les budgets, les politiques et les décisions législatives. Le Manuel a été présenté pour la première fois par l'UNICEF à Addis-Abeba en novembre, en partenariat avec l'UE et l'UA. Depuis, plus d'une centaine de délégués européens ont été formés à l'utilisation du manuel.

Les États Membres des Nations Unies ont activement pris part à l'élaboration et à la finalisation du Plan stratégique 2014-2017 de l'UNICEF, qui témoigne de leur engagement commun à atteindre les résultats convenus pour les enfants. Les États Membres et les partenaires intergouvernementaux se sont également beaucoup investis dans

d'autres secteurs de l'action mondiale pour faire progresser les droits de l'enfant. Par exemple, lors de la rencontre de haut niveau intitulée « Nutrition pour la croissance » qui s'est déroulée à Londres en juin 2013, le Royaume-Uni a fixé comme objectif d'éviter le retard de croissance d'au moins 20 millions d'enfants de moins de cinq ans et de sauver au moins 1,7 million de vies d'ici 2020. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a publié une stratégie mondiale sans précédent en matière d'eau et de développement : elle vise à fournir un accès durable à de l'eau propre à au moins 10 millions de personnes et un accès durable à un assainissement amélioré à 6 millions de personnes au cours des cinq prochaines années. La Banque mondiale a lancé la deuxième phase de son Programme du partenariat pour l'eau, une initiative réunissant la Banque mondiale et les Gouvernements du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

COOPÉRATION SUD-SUD

Réunir les États pour améliorer la vie des enfants

L'UNICEF aide à rassembler les pays du Sud pour faire valoir les droits de tous les enfants. Cette forme de partenariat, connue sous le nom de coopération Sud-Sud, permet aux pays à revenu faible et intermédiaire de mettre en commun leurs connaissances, leur expertise et leurs ressources pour atteindre leurs objectifs de développement respectifs. Près d'une centaine de bureaux de pays de l'UNICEF participaient à la coopération Sud-Sud en 2013, avec notamment des voyages d'étude, des visites d'échange entre pays, le partage des innovations, et des réunions régionales.

Ces dispositifs présentent de nombreux avantages : ils contribuent notamment à renforcer l'autonomie économique, scientifique et technique des pays ; à renforcer la présence et le pouvoir de négociation des pays à revenu faible lors des négociations multilatérales ; à coordonner des politiques pertinentes pour les pays participants ; et à créer des technologies autochtones et des techniques mieux adaptées aux besoins locaux.

En octobre, le Gouvernement indien a organisé, avec le soutien de l'UNICEF, la deuxième réunion de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en faveur des droits de l'enfant en Asie et dans le Pacifique. Plus de 150 délégués venus de 32 pays de la région ont échangé enseignements et bonnes pratiques sur le développement de la petite enfance, les enfants vivant en milieu urbain et les adolescents.

En 2013, l'UNICEF a aidé de hauts fonctionnaires népalais à étudier le travail fructueux accompli par l'Éthiopie et l'Ouganda dans le secteur WASH (eau, assainissement et hygiène). Par la suite, le Népal s'est approprié les enseignements tirés qu'il a inclus dans son document de programme en la matière.

En 2013, dans le cadre d'une initiative de coopération Sud-Sud mise en œuvre entre 2010 et 2012, l'UNICEF Argentine et l'UNICEF Bolivie ont publié ensemble une série de cartes postales. Cette action visait à défendre et à protéger les droits des enfants, adolescents et femmes autochtones qui migrent de Bolivie en Argentine. Elle a permis d'identifier les institutions nationales compétentes dans ces deux pays en vue d'élaborer un mécanisme interinstitutionnel pour la migration.

Au Brésil, l'UNICEF a soutenu l'achat de médicaments antirétroviraux pour que le Gouvernement puisse assurer un accès universel aux femmes enceintes, aux enfants, aux adolescents et aux jeunes vivant avec le VIH. Grâce à cet appui, le Gouvernement brésilien peut aussi faire don d'antirétroviraux de première ligne aux pays participant à l'initiative Laços Sul-Sul de coopération brésilienne en matière de VIH/SIDA (Bolivie, Cabo Verde, Guinée-Bissau, Nicaragua, Paraguay, Sao Tomé-et-Principe et Timor-Leste).

La société civile

L'UNICEF a su unir ses forces avec d'autres organismes internationaux au service de l'enfant tels que World Vision, Save the Children et Plan International, mais aussi avec des parlementaires, des associations confessionnelles et d'autres acteurs de ce domaine. Ces groupes jouent un rôle capital, car ils garantissent le maintien des investissements en faveur de l'enfant et la promotion de ses droits.

En mars, à l'occasion de la 128^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui se déroulait à Quito, en Équateur, l'UIP et l'UNICEF ont animé une discussion sur les actions possibles que pourraient entreprendre les parlementaires pour défendre et promouvoir les droits des enfants handicapés. L'Assemblée a également organisé des visites des projets soutenus par l'UNICEF dans l'agglomération de Quito et la projection d'une vidéo lors de la cérémonie de clôture réunissant plus de 600 participants. Un atelier parlementaire régional organisé par l'UNICEF et l'UIP au Pérou a réuni plus de 60 personnes venues de 17 pays de la région pour discuter de leur rôle dans la promotion de la déclaration des naissances et du droit à l'identité. Les parlementaires se sont engagés à rendre la déclaration des naissances universelle, rapide et gratuite dans leur pays.

Communautés religieuses et organisations confessionnelles

L'UNICEF accorde une grande importance à la mobilisation des organisations religieuses mondiales et s'appuie sur les rassemblements de ce secteur pour communiquer avec les chefs religieux influents. En 2013, à l'occasion de la 10^e Assemblée du Conseil œcuménique des Églises et de la 9^e Conférence mondiale des religions pour la paix, qui rassemblent des milliers de hauts dignitaires religieux, l'UNICEF a souligné les problèmes urgents qui touchent les enfants, afin notamment de mettre fin aux décès d'enfants évitables.

Conscient de l'importance de s'associer aux organisations religieuses pour améliorer le bien-être des enfants, l'UNICEF encourage ses bureaux de pays à renforcer les partenariats avec elles. L'Inde a relevé ce défi en convainquant le chef des imams du pays de fournir une formation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène à 500 000 imams.

L'organisation continue de collaborer avec l'association Religions pour la paix au niveau des pays afin de renforcer la capacité des communautés religieuses à protéger les enfants. À l'échelle régionale, l'UNICEF et l'université Al-Azhar du Caire ont organisé une consultation sur les grands problèmes de la protection de l'enfance avec des chercheurs musulmans venus du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Le rôle du secteur privé

Le secteur privé a un rôle primordial à jouer dans le respect et la progression des droits de l'enfant. En 2013, l'UNICEF a élaboré une approche stratégique d'intégration de l'engagement des entreprises dans le but de renforcer leur collaboration. Il a noué de nouveaux partenariats avec Amadeus, l'Olympiacos FC et Western Union. Les associations durables avec des partenaires tels que le Barcelona FC, H&M, la fondation IKEA, Procter & Gamble et Unilever, et des fondations telles que la Fondation Bill et Melinda Gates, la Children's Investment Fund Foundation, l'Oak Foundation et Dubai Cares continuent de produire de solides résultats.

À la suite de la publication en 2012 des *Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant*, l'UNICEF a lancé un projet pilote de cinq mois avec 45 entreprises et 22 cabinets-conseils en vue d'élaborer un ensemble d'outils permettant aux entreprises de mettre en œuvre ces principes. Pour continuer de promouvoir les droits de l'enfant et son programme auprès des entreprises, l'organisation s'est associée au portail Web *Guardian Sustainable Business* pour produire une série d'articles expliquant comment les entreprises peuvent respecter et soutenir les droits de l'enfant. Ces articles analysent les programmes de responsabilité sociale des entreprises et partagent les bonnes pratiques appliquées de par le monde.

Ambassadeurs itinérants pour les enfants

La renommée des Ambassadeurs itinérants permet d'attirer l'attention du public, de susciter la motivation et de récolter des fonds en faveur des enfants du monde entier. En 2013, l'UNICEF comptait 31 ambassadeurs mondiaux, 14 ambassadeurs régionaux et plus de 200 ambassadeurs nationaux. Ils ont rendu visite à des enfants parmi les plus vulnérables au monde, enregistré des annonces d'intérêt public, diffusé des messages sur les réseaux sociaux et dirigé des campagnes de financement et de plaidoyer en continuité avec la mission de l'UNICEF.

Katy Perry s'est rendue à Madagascar pour soutenir une action contre la pauvreté et, en octobre, elle a participé aux activités organisées par l'UNICEF à l'occasion de la Journée internationale de la fille. Son hit « Roar » sert de bande son à un message vidéo destiné à inciter les filles à être plus autonomes. Angélique Kidjo est allée en Éthiopie pour promouvoir la survie de l'enfant. Elle s'est également servie de ses talents vocaux pour s'opposer au mariage d'enfant, à l'occasion d'un concert donné au Siège des Nations Unies à New York. Au début de l'année, Mia Farrow s'est rendue au Liban pour sensibiliser l'opinion publique au sort des enfants et des familles qui fuient les violences en République arabe syrienne. En fin d'année, elle était en République centrafricaine pour faire connaître la situation des enfants victimes de la guerre.



Au Bhoutan, le partenariat avec des organisations de la société civile engagées dans la protection de l'enfance a été étendu grâce à la

création du Groupe national d'action et de coordination contre les violences faites aux femmes et aux enfants.

Pour promouvoir les soins de la petite enfance, Maxim Vengerov a offert un concert de violon à des enfants en Turquie. Danny Glover s'est rendu à Sarajevo pour soutenir la campagne « Une question de capacité » et appeler à intégration sociale de tous les enfants, garçons et filles, y compris ceux vivant avec un handicap. Suite au passage dévastateur du typhon Haiyan sur les Philippines, les Ambassadeurs itinérants de l'UNICEF se sont immédiatement mobilisés. Onze d'entre eux se sont servis des réseaux sociaux pour appeler leurs 300 millions de fans et abonnés à soutenir les interventions d'urgence de l'UNICEF. Sir Roger Moore et sa femme, Lady Kristina, ont visité l'entrepôt de l'UNICEF à Copenhague pour souligner l'efficacité de l'intervention d'urgence pour les victimes du typhon.

En juillet, Liam Neeson a donné le coup d'envoi de l'initiative Mettre fin à la violence envers les enfants en lançant un appel vidéo pour « rendre visible l'invisible », en faisant la lumière sur l'épidémie masquée des maltraitances sexuelles, physiques et affectives. En septembre, Ishmael Beah, Défenseur des enfants affectés par la guerre, a réitéré cet appel lors du Social Good Summit qui s'est déroulé à New York. Il s'est également appuyé sur son éloquence, son expérience personnelle et les réseaux sociaux pour défendre les enfants vulnérables du monde entier dont la vie a été dévastée par les conflits.

L'action politique en faveur des enfants

L'UNICEF plaide depuis longtemps pour que les enfants soient placés au cœur des politiques de développement. Le message adressé aux gouvernements est clair : les politiques économiques et sociales doivent être équitables, inclusives et durables et desservir en premier lieu les enfants les plus pauvres et les plus défavorisés.

L'UNICEF analyse les répercussions des politiques publiques et des décisions budgétaires sur les enfants, plaide en faveur de lois, de stratégies nationales et de cadres budgétaires contribuant à la progression des droits de l'enfant et s'appuie sur des données pour surveiller la réalisation des objectifs fixés tels que les OMD.

Depuis 30 ans, l'UNICEF produit la majorité des données de très grande qualité sur la situation des femmes et des

AMBASSADEURS ITINÉRANTS INTERNATIONAUX

Lord Richard Attenborough (Royaume-Uni)

Amitabh Bachchan (Inde)

Ishmael Beah (Sierra Leone), Défenseur des enfants affectés par la guerre

David Beckham (Royaume-Uni)

Harry Belafonte (États-Unis)

Orchestre philharmonique de Berlin (Allemagne)

Orlando Bloom (Royaume-Uni)

Jackie Chan (Hong Kong, Chine)

Myung-Whun Chung (République de Corée)

Judy Collins (États-Unis)

Mia Farrow (États-Unis)

Danny Glover (États-Unis)

Whoopi Goldberg (États-Unis)

Maria Guleghina (Ukraine)

Angélique Kidjo (Bénin)

Yuna Kim (République de Corée)

Tetsuko Kuroyanagi (Japon)

Leon Lai (Hong Kong, Chine)

Ricky Martin (Puerto Rico, États-Unis)

Shakira Mebarak (Colombie)

Leo Messi (Argentine)

Sir Roger Moore (Royaume-Uni)

Nana Mouskouri (Grèce)

Liam Neeson (Irlande)

Katy Perry (États-Unis)

Sa Majesté la reine Rania de Jordanie, Éminente défenseuse des enfants

Vanessa Redgrave (Royaume-Uni)

Sebastião Salgado (Brésil)

Susan Sarandon (États-Unis)

Maxim Vengerov (Fédération de Russie)

Serena Williams (États-Unis)

enfants. Il joue un rôle essentiel en aidant les gouvernements à recueillir des données par le biais d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples (ou MICS, une des plus importantes actions mondiales de recueil de données sur les OMD, comprenant 21 indicateurs) et par la compilation et l'analyse des données, l'élaboration de méthodes innovantes et la diffusion des données afin d'étayer des politiques, des lois et des programmes rigoureux destinés à promouvoir les droits de l'enfant. Les préparatifs du cinquième cycle de MICS se sont achevés en 2013. Plus de 40 pays projettent de réaliser ces enquêtes. Les données serviront à évaluer la situation des enfants et des femmes à l'échelle nationale et infranationale ainsi qu'à analyser les inégalités en vue de l'évaluation finale des OMD et de la définition des indicateurs de référence pour le programme de l'après-2015.

En collaboration avec le Groupe malaisien de planification économique, l'UNICEF a préparé et publié une brochure statistique intitulée *Profile of Children in Malaysia*:

Implementation of children's rights with equity. Ce document témoigne des inégalités existant à l'échelle infranationale et tiendra un rôle essentiel lors de l'élaboration du 11^e Plan national de la Malaisie 2016–2020, consacré à l'enfance.

En réponse aux éléments du rapport du Brésil sur les enfants déscolarisés, l'UNICEF a lancé une campagne de communication baptisée « Quitter l'école, ça ne se fait pas ! ». Cela a stimulé l'action de l'Union nationale des secrétaires municipaux chargés de l'éducation, qui a reconnu l'exclusion scolaire comme l'une des principales difficultés rencontrées par toutes les municipalités du pays. Par ailleurs, l'UNICEF s'est associé au Gouvernement, au Congrès national et à la société civile pour former un groupe de travail multilatéral désormais chargé d'assurer l'eau et l'assainissement dans toutes les écoles de la région semi-aride d'ici 2015. C'est une tâche titanesque qui l'attend, car à ce jour 20 % des écoles (représentant plus d'un demi-million d'élèves des deux sexes) sont dépourvues d'installations sanitaires de base.

En 2013, l'UNICEF était engagé dans plus de 40 pays pour mesurer et analyser la pauvreté des enfants et inscrire ce problème au nombre des objectifs principaux des plans nationaux et des stratégies de réduction de la pauvreté. Dans plus de 100 pays, l'organisation était directement impliquée dans des programmes de protection sociale qui jouent un rôle vital dans le renforcement de la résilience des enfants, des familles et des communautés, dans l'amélioration de l'égalité et dans le soutien au développement humain et économique à l'échelle nationale. Son action a notamment consisté à aider les gouvernements à mettre en place des transferts d'espèces, à renforcer les institutions et à fournir une assistance technique pour l'élaboration des politiques.

Le Sénégal, par exemple, a montré son engagement en faveur des enfants, alors qu'il est aux prises avec un taux national de pauvreté de 30 %. À la suite des actions de plaidoyer menées par un consortium dont fait partie l'UNICEF, le pays a lancé un programme national d'allocations pour les familles pauvres. Conscient que la protection sociale contribue à une croissance économique inclusive, au développement humain et à la réduction des inégalités, le Gouvernement a également mis en place une assurance médicale universelle et des soins gratuits qui devraient bénéficier à quelque 2,5 millions d'enfants de moins de cinq ans.

À la suite des actions de plaidoyer de l'UNICEF, le Ministère du développement urbain du Népal a ébauché le premier document de programme comprenant un chapitre dédié à la question de l'égalité des sexes, à l'équité, au changement climatique et aux droits de la femme et de l'enfant. Avec l'assistance technique de l'organisation, le Népal a également mis en œuvre un Plan d'action national pour la réintégration des enfants affectés par les conflits armés.

En Roumanie, l'UNICEF et la Chambre des députés ont conclu leur premier partenariat, lequel s'engage notamment

à créer une Commission spéciale sur les enfants vulnérables. En prolongement du processus d'inclusion des enfants handicapés, ils ont dévoilé ensemble *La Situation des enfants dans le monde 2013* sur les enfants handicapés et organisé un débat public sur les droits de l'enfant. Cela a permis de faire avancer la protection et la promotion des droits des enfants handicapés et d'interdire le placement en institution des enfants de moins de trois ans.

L'action de l'UNICEF au niveau des politiques économiques et sociales encourage l'inclusion sociale de différentes manières. Elle contribue à lutter contre les différentes formes de discrimination (notamment celles liées à l'origine ethnique et au sexe), et elle aide à réduire les discriminations structurelles. L'organisation coopère avec plusieurs ministères et bureaux de statistique nationaux (ainsi que des parlements, des institutions nationales des droits de l'homme, des autorités locales, le secteur privé et la société civile) afin de faire évoluer le fonctionnement des institutions et les modalités d'attribution des ressources. Au Pérou, par exemple, l'UNICEF œuvre à tous les échelons du gouvernement depuis 2007 pour que les ressources allouées aux questions relatives à l'enfance soient augmentées. Ces trois dernières années, il a largement contribué au déblocage par l'État de 143 millions de dollars pour protéger les droits de l'enfant.

Les politiques économiques et sociales peuvent également stimuler l'inclusion sociale en réduisant la pauvreté. En Zambie, le Programme d'allocations pour enfant à charge – des allocations sans condition destinées aux ménages extrêmement pauvres – permet aux enfants de bénéficier des possibilités essentielles à leur avenir. L'UNICEF a joué un rôle important à cet égard, en fournissant des conseils techniques et en menant des actions de sensibilisation sur la conception, la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation du Programme. L'évaluation a révélé qu'en deux ans, le Programme avait permis de réduire sensiblement le niveau de pauvreté de ses bénéficiaires et, ce faisant, de limiter le nombre de nouveaux cas de diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans, d'améliorer l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ainsi que la sécurité alimentaire des ménages, et d'augmenter le nombre d'enfants dont les besoins élémentaires étaient satisfaits.

L'UNICEF s'est effectivement imposé comme un partenaire crédible auprès des ministères des finances en s'appuyant sur ses relations solides avec les ministères de tutelle. Au Mozambique, la collaboration étroite de l'organisation avec le Ministère des finances a conduit à une révision de la formule de calcul des budgets locaux afin de tenir compte des inégalités constatées dans les résultats pour les enfants.

Des études rigoureuses

Le Bureau de la recherche de Florence, en Italie, produit des études dans des domaines tels que l'égalité, la pauvreté, les droits de l'enfant, la violence envers les enfants et



En Indonésie, grâce aux Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant, l'une des principales sociétés partenaires, Bank Central Asia, **a encouragé l'allaitement exclusif au sein.**

la protection sociale. En 2013, le Bureau a perfectionné le *Multiple Overlapping Deprivation Analysis*, un outil en ligne qui compare les données relatives à la pauvreté et au dénuement des enfants entre et au sein des pays. À la fin 2013, les données étaient disponibles pour 31 pays, et les données de 25 autres devraient s'y ajouter en 2014.

En avril, l'UNICEF a lancé la onzième publication de sa série *Bilan, Le bien-être des enfants dans les pays riches*, qui a suscité de grands débats nationaux et internationaux sur la situation des enfants dans 29 des pays les plus avancés. Pour veiller à ce que la dignité humaine et les droits de l'enfant soient préservés dans toutes les études et tous les contextes, l'UNICEF s'est associé au Centre for Children and Young People, au Childwatch International Research Network, à l'université Southern Cross (Australie) et à l'université d'Otago (Nouvelle-Zélande) pour élaborer les principes mondiaux *Ethical Research Involving Children*, en vue de guider les recherches concernant ou impliquant des enfants.

Monde virtuel et changements

L'UNICEF utilise ses moyens d'action numériques pour insuffler des changements et mobiliser des soutiens en faveur des enfants. Les communautés sur les réseaux sociaux continuent de se développer. L'organisation est très active sur de nombreuses plateformes des réseaux sociaux, dont Facebook, Google+, Instagram, LinkedIn, Tumblr, Twitter et YouTube.

Les chiffres concernant Facebook et Twitter ont augmenté, élevant l'UNICEF à la première place des organisations sans but lucratif en termes d'abonnés et de fans sur les deux plateformes combinées. L'étude *Twiplomacy*, récompensée aux *European Digital Communications Awards*, qui porte sur la présence des dirigeants du monde, des gouvernements et des organisations internationales sur Twitter, a analysé l'utilisation la plus efficace du site pour promouvoir des reportages ou attirer des abonnés. Il s'avère que l'UNICEF est l'organisation internationale la plus suivie sur Twitter, avec plus de 2,3 millions d'abonnés à la fin 2013. Ses tweets sont rediffusés plus d'une centaine de fois en moyenne, et elle figure sur plus de 10 000 listes Twitter. La Voix des jeunes (VOY), très présente sur les réseaux sociaux, gagne en popularité : le nombre de ses abonnés sur Twitter a doublé en 2013.

COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

Comité allemand pour l'UNICEF
Comité national d'Andorre pour l'UNICEF
Comité australien pour l'UNICEF
Comité autrichien pour l'UNICEF
Comité belge pour l'UNICEF
Comité canadien pour l'UNICEF
Comité coréen pour l'UNICEF
Comité danois pour l'UNICEF
Comité espagnol pour l'UNICEF
Comité national estonien pour l'UNICEF
Fonds des États-Unis pour l'UNICEF
Comité finlandais pour l'UNICEF
Comité français pour l'UNICEF
Comité national hellénique pour l'UNICEF
Comité de Hong Kong pour l'UNICEF
Comité hongrois pour l'UNICEF (Fondation)
Comité national islandais pour l'UNICEF
UNICEF Irlande
Fonds israélien pour l'UNICEF
Comité italien pour l'UNICEF
Comité japonais pour l'UNICEF
Comité national lituanien pour l'UNICEF
Comité luxembourgeois pour l'UNICEF
Comité néerlandais pour l'UNICEF
Comité national néo-zélandais pour l'UNICEF
Comité norvégien pour l'UNICEF
Comité national polonais pour l'UNICEF
Comité portugais pour l'UNICEF
Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF
Comité national de Saint-Marin pour l'UNICEF
Comité slovaque pour l'UNICEF
Comité slovène pour l'UNICEF
Comité suédois pour l'UNICEF
Comité suisse pour l'UNICEF
Comité tchèque pour l'UNICEF
Comité national turc pour l'UNICEF

Les Comités nationaux pour l'UNICEF plaident en faveur de l'enfance, récoltent des fonds et sensibilisent l'opinion publique afin d'aider l'organisation à atteindre les enfants les plus vulnérables et leur famille. Installés dans 36 pays industrialisés, ces comités sont des ONG indépendantes. Ils sont les partenaires indispensables de la mission de l'UNICEF, qui est de veiller à ce que les droits de tous les enfants soient protégés de par le monde.

Les Comités nationaux jouent également un rôle crucial lors des interventions d'urgence de l'UNICEF : ils mobilisent le public en sensibilisant les médias traditionnels et les réseaux sociaux, plaident pour la protection des droits de l'enfant lors des catastrophes naturelles et d'origine humaine et collectent les fonds indispensables pour soutenir l'action humanitaire de l'organisation. En 2013, les Comités nationaux ont contribué à hauteur de 71 millions de dollars à l'appel d'urgence au profit des Philippines suite au passage dévastateur du typhon Haiyan, sur un total de 104 millions recueillis à la fin de l'année.

En 2013, ils ont récolté 1,14 milliard de dollars au titre des recettes en provenance du secteur privé, qui s'élèvent à 1,26 milliard de dollars au total. Cette catégorie de recettes représentait 47 % des ressources ordinaires (« de base ») totales de l'UNICEF en 2013. Le total des fonds collectés par les Comités nationaux en 2013 enregistre une hausse de 21 % par rapport aux 941 millions de dollars récoltés en 2012. Ils ont également beaucoup contribué à la hausse du nombre de promesses de don, de 3,1 millions en 2012 à 3,6 millions fin 2013, qui représentent une large part des recettes de base totales.

Pour promouvoir les questions liées à l'enfance dans les pays où ils interviennent, les Comités nationaux ont lancé avec succès des actions de plaidoyer, des campagnes de sensibilisation, des pétitions et mobilisé les médias sociaux, entre autres initiatives créatives.

Le Comité italien pour l'UNICEF a lancé une campagne visant à mettre fin à la malnutrition. Son appel, « Un message de

l'espace pour Noël : faisons un don pour sauver les enfants de la malnutrition », comportait une vidéo de l'astronaute Luca Parmitano, tournée depuis la Station spatiale internationale, dans laquelle il dénonce l'effet dévastateur de la faim sur les enfants.

La vidéo a connu un succès retentissant, avec 125 000 visites sur YouTube, des rediffusions sur plus de 100 autres sites Web, des mentions dans 20 journaux italiens et agences de presse nationales et sur trois chaînes de télévision nationales. Elle a même été diffusée sur le réseau Sky TV pendant deux semaines au moment de Noël. Des messages télévisés, des articles de presse et des affiches ont appelé le grand public à faire un don pour soutenir l'UNICEF dans son action, afin que les enfants souffrant de malnutrition puissent eux aussi recevoir un repas de Noël. Des sympathisants ont été invités à un dîner de Noël virtuel avec l'UNICEF, moyennant un don de 3 dollars. Ces projets combinant réseaux sociaux et médias grand public ont permis de recueillir 1,6 million de dollars.

Le Comité norvégien pour l'UNICEF s'est associé à la Croix-Rouge norvégienne, à Save the Children et à l'ONG norvégienne Streetlight pour soutenir les victimes du typhon Haiyan aux Philippines. Une retraite aux flambeaux est partie de la gare d'Oslo pour s'achever devant le Théâtre national, où un concert était organisé pour recueillir des fonds. Diffusé en direct par la société nationale de diffusion NRK, l'événement a permis de recueillir quelque 900 000 dollars au profit de l'UNICEF.

En Espagne, pour aider à améliorer la situation des enfants vivant dans la pauvreté, le Comité espagnol pour l'UNICEF et ses partisans plaident à tous les échelons du gouvernement, y compris auprès des députés, pour que soient mises en œuvre de toute urgence des mesures d'intervention. Il reste encore beaucoup à faire, mais cela a donné quelques résultats positifs. En décembre 2013, grâce en partie aux actions de plaidoyer du Comité, le Gouvernement espagnol a approuvé le

Plan d'action national 2013-2016 pour l'inclusion sociale, qui fait de la pauvreté des enfants l'un de ses thèmes prioritaires.

UNICEF's Next Generation, une initiative du Fonds des États-Unis pour l'UNICEF, est un groupe diversifié de jeunes professionnels âgés de 21 à 40 ans qui partagent un même engagement pour l'avenir de l'organisation et la conviction qu'il est possible de mettre fin à tous les décès d'enfant évitables. Depuis 2009, le groupe a recueilli plus de 3,5 millions de dollars et soutenu neuf projets de l'organisation à travers le monde. En 2013, *UNICEF's Next Generation* a collecté plus de 500 000 dollars pour créer trois laboratoires d'innovation en Asie de l'Est, et financé des projets destinés à renforcer les systèmes judiciaires respectueux des enfants au Viet Nam. Le groupe a également aidé UNICEF Viet Nam à lancer son propre groupe *Next Generation* et collabore avec le Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF et le personnel de l'organisation dans plusieurs pays pour créer d'autres groupes. Le Fonds des États-Unis s'appuie sur l'expertise de ce groupe et de son partenaire UPS pour diriger la campagne de préparation à l'hiver en République arabe syrienne. Dans le cadre de l'action de l'UNICEF visant à protéger les enfants des rigueurs de l'hiver, le Fonds a fourni 20 000 lots de vêtements chauds qui ont été emballés par UPS et par des bénévoles de l'organisation, puis envoyés aux enfants syriens réfugiés en Iraq et au Liban.

En Slovaquie, les Jeunes ambassadeurs de l'UNICEF ont donné l'exemple aux côtés du Comité slovaque pour l'UNICEF en tournant deux vidéos sur les droits de l'enfant. L'une commémorait la Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants avec un message s'adressant aux enfants et aux adultes : tous les enfants ont des droits fondamentaux qu'il faut respecter. L'autre vidéo, produite pour la Journée internationale de la fille, montrait deux filles décrivant leurs rêves d'avenir. Le contraste frappant entre leurs deux vies souligne la nécessité de dispenser une éducation de qualité aux enfants syriens dont la vie a

été déracinée par le conflit en cours. Les Jeunes ambassadeurs ont également rencontré le Président slovaque, Borut Pahor, pour lui demander de mettre les enfants au cœur des décisions politiques. Cette réunion très médiatisée a été couverte par les journaux télévisés nationaux et a conduit le président à promettre qu'il soutiendrait une campagne de l'UNICEF en faveur des droits de l'enfant.

À la suite d'une affaire pénale notoire concernant l'exploitation sexuelle d'enfants, le Comité national islandais pour l'UNICEF a exercé des pressions pour que tous les partis politiques se présentant aux élections d'avril 2013 intègrent des politiques de protection de l'enfance dans leurs programmes. Trois partis ont inclus dans leurs résolutions les grandes recommandations formulées dans le rapport du Comité national, *Les droits de l'enfant en Islande : violence et prévention*. En février, le Comité islandais a présenté ce rapport à un groupe de travail créé par le bureau du Premier ministre et chargé de prévenir les agressions sexuelles d'enfants. En avril, ce groupe de travail a formulé 27 mesures visant à prévenir la violence à l'encontre des enfants, parmi lesquelles figure une invitation à mettre en place une instance centrale qui superviserait la prévention de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants.

Les fonctions physiologiques constituent rarement un sujet prisé des sociétés bien élevées. Le Comité japonais pour l'UNICEF a pourtant relevé le défi avec une campagne de sensibilisation pleine d'humour, à l'occasion de la Journée mondiale des toilettes. Un film d'animation intitulé « M. Caca et les cabinets invisibles » a présenté aux Japonais le personnage de M. Caca, qui a expliqué comment, en améliorant l'assainissement, l'eau et l'hygiène, on pourrait sauver 1 600 enfants de moins de cinq ans qui, chaque jour, meurent des suites de la diarrhée à travers le monde. La campagne de cette journée comportait également une installation publique pour souligner le fait qu'une personne sur trois, dans le monde, n'a pas accès à des toilettes. La

campagne a bénéficié d'une couverture importante sur les réseaux sociaux et dans les médias régionaux et nationaux.

En 2013, les amis du Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF ont versé près de 15 millions de dollars en faveur des enfants affectés par la crise en République arabe syrienne. Le Comité a lancé le *Children of Syria Winter Crisis Appeal* combinant collecte de fonds, communication et actions de plaidoyer afin de souligner la vulnérabilité de ces enfants à l'approche de l'hiver. Cela a permis d'obtenir le soutien du Gouvernement britannique, qui a fourni des fonds d'une valeur équivalente aux montants donnés par le public tout au long de l'appel, qui s'est terminé fin janvier 2014.

L'appel avait été lancé fin octobre 2013 lors du Bal d'Halloween, le gala inaugural de collecte de fonds du Comité, qui était dédié aux enfants syriens. De nombreuses vedettes ont participé à cette soirée, au cours de laquelle Robbie Williams, Ambassadeur britannique pour l'UNICEF, a donné un concert radiodiffusé et relayé dans la presse écrite, ce qui lui a permis d'atteindre 56 millions de personnes. La plus grande compagnie aérienne du Royaume-Uni, easyJet, a également soutenu la campagne par des collectes auprès des passagers. Dans une publicité télévisée, l'Ambassadeur britannique pour l'UNICEF Ewan McGregor a lancé un appel aux dons, tandis que d'autres messages à la radio et dans les trains sensibilisaient les auditeurs au sort des enfants syriens. Le *Children of Syria Winter Crisis Appeal* a permis de recueillir plus de 6 millions de dollars destinés à la République arabe syrienne en 2013, ce qui a permis de fournir un million de couvertures et d'autres fournitures vitales aux enfants victimes du conflit.

GESTION DES RÉSULTATS

En 2013, en confiant à l'organisation les recettes les plus élevées de son histoire, les donateurs ont reconnu que l'UNICEF était un gestionnaire de ressources sérieux, qui obtenait des résultats pour tous les enfants, en particulier les plus difficiles à atteindre et les plus vulnérables.

Pour que l'organisation continue son action en faveur des enfants, elle a besoin de personnes compétentes, de processus rigoureux et de systèmes modernes garantissant l'efficacité, la transparence et l'efficience de son action. La transformation de son portefeuille de technologies et de compétences, le renforcement de l'administration, la rationalisation des opérations, la réduction des coûts et l'augmentation de son impact, sont autant de mesures prises pour améliorer au fur à mesure la gestion de l'organisation.

Évaluation et supervision

L'UNICEF est attaché à des programmes fondés sur des données probantes, à l'apprentissage et à l'amélioration permanente. En 2013, l'organisation a dirigé de nombreuses évaluations en son sein et conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies. Les évaluations des programmes ont ciblé la protection de l'enfance, l'éducation, la nutrition, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Une évaluation de la responsabilité sectorielle de l'UNICEF a été réalisée en 2013. Celle-ci a analysé les résultats de l'organisation dans les cinq groupes sectoriels (*clusters*) qu'elle dirige ou codirige avec d'autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires humanitaires siégeant au Comité permanent interorganisations (CPI). Il ressort que l'organisation a investi beaucoup de temps et de ressources dans son rôle d'agence chef de file depuis les débuts du système de groupes sectoriels du CPI en 2005. À ce titre, elle est de plus en plus performante dans les domaines des ressources humaines et du soutien institutionnel. Cependant, le rôle et les activités des groupes sectoriels évoluant au fil du temps, elle a rencontré des difficultés à remplir son rôle dans tous les domaines dont elle a la responsabilité.

Dans une évaluation ciblant la protection de l'enfance dans les situations d'urgence, l'UNICEF a réalisé des études de cas en Colombie, au Pakistan, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Des recherches documentaires et des enquêtes ont également été menées dans huit autres pays. L'évaluation a présenté ses conclusions sur le degré de réussite de la préparation et des interventions de l'UNICEF en matière de protection des



Des bénévoles déchargent des fournitures d'eau, d'assainissement et d'hygiène envoyées par l'UNICEF pour aider les familles victimes des inondations et des coulées de boue qui ont détruit maisons, infrastructures et terres agricoles, sur l'île de Mindanao, aux Philippines.

© UNICEF/NYHO2012-1698/Maitem

enfants lors des conflits ou des catastrophes naturelles. Ces conclusions sont mitigées : beaucoup a été fait dans des domaines précis tels que la réunification des enfants et de leur famille, les soins psychosociaux, certains aspects du mécanisme de suivi et de notification relatif à six atteintes graves aux droits de l'enfant lors des conflits armés ou encore la violence sexiste. En revanche, les systèmes nécessaires à l'efficacité continue des interventions présentent de grosses lacunes, notamment sur le plan du renforcement des capacités des homologues nationaux et du perfectionnement de la planification, du suivi et de la notification. La création d'initiatives de changement social dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence et des interventions à long terme est considérée comme un domaine de travail important pour lequel il existe très peu d'éléments.

Parmi les autres évaluations notables de l'action humanitaire en 2013 figurent des évaluations en temps réel de l'intervention de l'UNICEF suite au passage du typhon Haiyan aux Philippines et de son action humanitaire au Mali.

L'évaluation commune UNFPA-UNICEF du programme de lutte contre les mutilations génitales féminines/excision s'est concentrée sur des interventions intégrées menées au Burkina Faso, au Kenya, au Sénégal et au Soudan, visant à faire progresser le mouvement d'abolition de cette pratique. De nombreux signes de succès ont été relevés. L'évaluation comportait également une recherche documentaire et une enquête dans 11 pays ayant mis en œuvre le programme. Les résultats ont été diffusés à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies pour que les enseignements tirés puissent profiter à tous. Les conclusions et les recommandations de l'évaluation ont été prises en compte lors

de la formulation de la deuxième phase du programme, qui commence en 2014.

En 2013, un examen externe a confirmé que le Bureau de l'audit interne et des investigations appartenant au système de contrôle interne de l'UNICEF était conforme aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne établies par l'Institut des auditeurs internes. L'examen a également confirmé la conformité du Bureau aux Lignes directrices uniformes des Nations Unies en matière d'enquête. En 2013, 51 audits internes ont été réalisés dans 42 bureaux de pays, un bureau régional et six sièges, ainsi que deux audits interinstitutions. Les rapports des audits internes ont été rendus publics : 38 ont été publiés sur le site Internet mondial de l'UNICEF en 2013, et les autres le seront en 2014.

En matière de gestion financière, en 2013, l'organisation a reçu une opinion sans réserve au terme de la vérification de ses états financiers pour 2012. Il s'agissait du premier lot d'états financiers publiés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Gestion et opérations

Le succès des opérations de l'UNICEF dépend du déploiement de son personnel en temps opportun, de la circulation sans encombre des fournitures et de technologies et systèmes fiables pour obtenir des résultats sur le terrain. Les divisions des approvisionnements, des ressources humaines et des technologies de l'information apportent un soutien continu tout au long des opérations.

L'UNICEF a acquis des fournitures et des services d'une valeur excédant 2,8 milliards de dollars en 2013, soit le plus

haut montant jamais dépensé. Les fournitures représentaient près de 2,3 milliards de dollars, soit 21 % de plus qu'en 2012, et les services 584 millions de dollars, autant que l'année précédente. Les vaccins restent le groupe de produits le plus important. Des fournitures d'urgence ont été envoyées dans 33 pays. L'UNICEF s'approvisionne auprès de fournisseurs du monde entier. L'organisation a dépensé plus de 10 millions de dollars dans 39 pays, dont 26 sont des pays bénéficiaires de ses programmes.

L'UNICEF a étendu ses services d'achat à des partenaires provenant de 99 pays, en acquérant pour 1,36 milliard de dollars de fournitures. Parmi ses partenaires dans ce domaine figurent la Banque africaine de développement, l'alliance GAVI, la Banque islamique de développement, UNITAID, le PNUD, la Banque mondiale et de nombreux gouvernements nationaux. En s'associant avec ses partenaires, l'organisation a signé des contrats qui ont permis d'économiser 185 millions de dollars en 2013.

L'UNICEF a publié en ligne un tableau de bord des marchés pour plus de 50 produits essentiels pour les enfants. Cet instrument indique l'« état de santé » de la demande, la disponibilité, la concurrence, la qualité, l'accessibilité financière, etc. Complétant une série de notes sur les marchés et la production, le tableau de bord améliore la prise de conscience, suscite le débat et contribue à la bonne santé des marchés durables.

L'UNICEF s'efforce de placer les bonnes personnes où il faut et quand il faut. Cela suppose de veiller aux compétences et à la diversité du personnel. Fin 2013, l'organisation employait 48 % de personnel féminin, et aux niveaux les plus élevés (P5 et au-delà), les femmes occupent 44 % des postes. Les ressortissants des pays bénéficiaires des programmes représentaient 53 % des recrutements de professionnels internationaux et 44 % aux niveaux P5 et plus.

L'organisation a continué de rationaliser le processus de recrutement, réduisant ainsi le temps consacré à l'embauche de professionnels internationaux de 27 % en 2013. Le nombre de décisions prises en urgence concernant le recrutement de ces professionnels pour des engagements de durée déterminée, un mécanisme de recrutement accéléré habituellement employé dans les situations d'urgence, est passé de 130 à 224. En tout, 677 personnes ont été déployées à la suite de situations d'urgence de grande envergure en 2013, et 92 % des demandes ont été satisfaites en moins de 56 jours.

Les technologies de l'information ont contribué à réduire l'empreinte carbone de l'UNICEF en 2013. L'informatique en nuage, qui permet de stocker et de consulter données et documents grâce à des réseaux de communication en temps réel tel qu'Internet, a été mise en place. L'UNICEF et Microsoft ont conclu un accord novateur en vue de mettre en place un nuage répondant aux besoins particuliers de l'organisation. C'est le premier accord de ce type au sein du système des Nations Unies. Les bureaux de pays dépourvus de serveur peuvent désormais accéder à des centres de services consolidés et à Internet. L'informatique mobile permet aux membres du personnel de se servir de leurs propres terminaux et de travailler où ils veulent et quand ils veulent, ce qui est particulièrement utile dans les situations d'urgence.

Des réunions dites « sans papier » ont été organisées, au cours desquelles les ThinkPads, iPads, Surface Pros et appareils similaires ont remplacé les rames de papier. L'utilisation de portails permettant d'accéder facilement aux informations et aux documents concernant un événement a renforcé l'efficacité de la gestion des connaissances et du partage d'informations. Grâce aux possibilités qu'offre la technologie, l'organisation travaille de manière plus intelligente et plus efficace.

Ces dernières années, l'UNICEF a mis en place un certain nombre de mesures d'économies pour améliorer le caractère stratégique, efficace et durable de ses programmes et opérations. En 2013, l'organisation a réalisé une nouvelle avancée : la création d'un Centre mondial de services partagés qui effectuera diverses transactions pour tous les bureaux. Une fois les coûts initiaux amortis, le Centre devrait permettre d'économiser 20 millions de dollars par an.



De jeunes Laotiens assistent à une formation organisée par l'UNICEF et l'État consacrée aux moyens de communication novateurs en matière de développement de la petite enfance.

© UNICEF/LAOA2012-00001/Sanoubane

Données financières

Les recettes totales de l'UNICEF pour 2013 s'élevaient à 4,9 milliards de dollars, soit 908 millions de plus qu'en 2012. Sur ce chiffre, les ressources de base représentaient 1,3 milliard de dollars, et les autres ressources 3,6 milliards de dollars. Les ressources de base constituaient 26 % des recettes totales de 2013, en recul par rapport à l'année précédente (33 %).

Les fonds thématiques flexibles permettent de réduire les coûts de transaction, facilitent la planification à long terme et soutiennent directement l'obtention de résultats. En 2013, les fonds thématiques afférents aux cinq domaines prioritaires de l'UNICEF représentaient 211 millions de dollars au total (7 % de plus qu'en 2012) et l'aide humanitaire thématique 148 millions de dollars (en hausse de 66 %).

Les recettes dédiées à l'aide humanitaire ont atteint 1,3 milliard de dollars, soit 62 % de plus qu'en 2012, principalement à la suite des appels humanitaires lancés en faveur des enfants et des familles victimes des crises en République arabe syrienne et aux Philippines.

Ressources

L'UNICEF optimise les retours sur ses investissements en faveur des enfants et de leur famille. S'occuper des plus vulnérables est une stratégie financière judicieuse, car il est plus sage de payer maintenant pour le bien-être des enfants que de payer beaucoup plus cher par la suite pour remédier aux conséquences de la négligence.

L'organisation tire exclusivement ses recettes des dons volontaires, publics et privés, en faveur des actions destinées à transformer la vie des enfants. Les recettes se divisent en deux catégories : les ressources ordinaires sans restriction (dites « ressources de base ») et les autres ressources, qui sont réservées à des thèmes de programmation spécifiques.

Les ressources de base permettent à l'organisation d'être performante dans tous les domaines stratégiques conformément à ses plans. Elles sont au fondement de tous les programmes de pays et soutiennent aussi bien les activités de développement que de gestion. Ces ressources n'étant pas affectées à des programmes ou à des activités particulières, elles permettent de répondre rapidement aux nouveaux enjeux et d'investir dans des approches et des programmes novateurs.

Pour l'attribution des ressources de base, l'UNICEF accorde la plus haute priorité aux enfants les plus défavorisés, en allouant des ressources aux pays où le taux de mortalité infantile est le plus élevé, où le produit national brut par

habitant est le plus faible et où les enfants représentent une part importante de la population. Grâce à cette méthode d'attribution, l'organisation peut mener une action crédible et d'ampleur et déployer une expertise sur le terrain, même dans les lieux éloignés les moins médiatisés, afin de soutenir les enfants les plus marginalisés et vulnérables.

En 2013, UNICEF Somalie s'est servi des ressources de base comme capital de départ pour aider le Gouvernement à lancer une initiative éducative. La campagne, baptisée « Go-2-School » (Allez à l'école), vise à augmenter le taux de scolarisation dans trois régions du pays et à éduquer 1 million d'enfants et de jeunes au cours des trois prochaines années. Sur le plan mondial, l'initiative #ENDviolence a également bénéficié des ressources de base, utilisées dans plus de 30 pays bénéficiaires des sept régions de l'UNICEF pour compléter les activités en cours ou encourager les actions.

Grâce à la flexibilité des ressources de base, l'organisation est en mesure de répondre rapidement aux situations d'urgence et d'apporter une aide capitale aux enfants qui en ont le plus besoin, avant même que des appels soient lancés ou que les dons arrivent. Par exemple, le Fonds de programmation pour les secours d'urgence permet d'envoyer des fournitures indispensables et des moyens d'intervention dans les régions touchées en quelques heures ou quelques jours. Les interventions décisives de l'UNICEF en 2013 dans des pays tels que la République centrafricaine et la République arabe syrienne ont mis en évidence le caractère primordial des ressources de base.

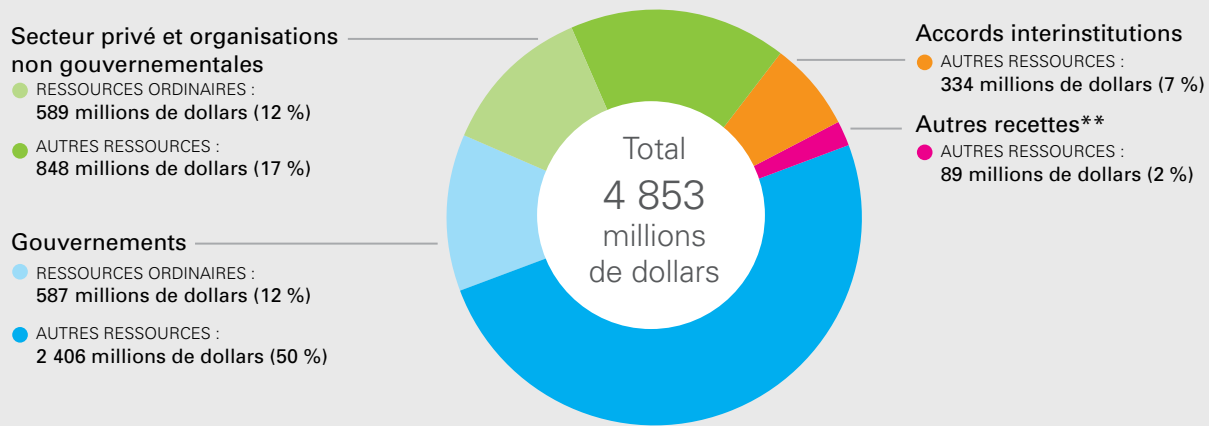
Les modes de financement (de base et autres) se complètent mutuellement. Il est important d'optimiser le rapport et la complémentarité entre les deux pour obtenir des résultats prévisibles auprès des populations les plus vulnérables et marginalisées. Grâce aux ressources de base, l'UNICEF peut s'engager dans les programmes et les innovations les plus à même de rentabiliser les fonds affectés supplémentaires afin d'aider à généraliser les résultats obtenus en faveur des enfants les plus défavorisés.

L'organisation continue de plaider pour obtenir une proportion supérieure de ressources de base, ce qui permettrait de disposer d'une base de recettes plus prévisible et renforcerait ainsi sa capacité à atteindre les enfants les plus vulnérables.



Rétrospectivement, l'UNICEF est fier des nombreux résultats atteints en 2013, aux côtés et pour le compte des enfants. L'organisation a commencé l'année 2014 avec des forces renouvelées et la ferme ambition de faire tout son possible afin d'améliorer la situation des enfants les plus vulnérables, défavorisés et exclus. Nous voudrions adresser des remerciements particuliers à nos donateurs et à nos partenaires, sans qui cela serait impossible. Merci de votre confiance et de votre soutien.

Total des recettes de l'UNICEF par provenance et par type de financement en 2013*

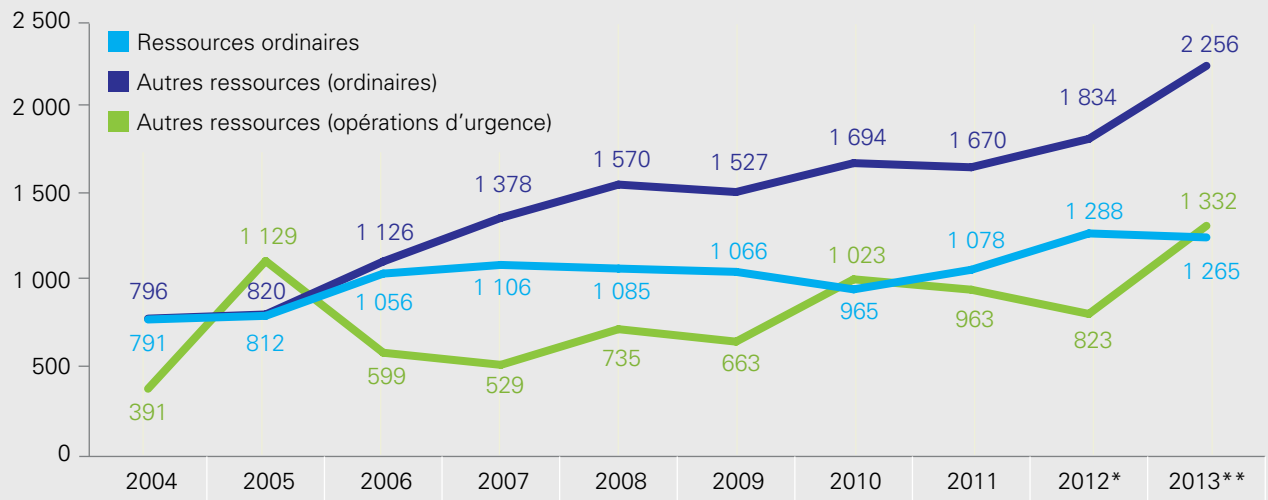


* Les chiffres pour 2013 sont provisoires et peuvent faire l'objet d'une vérification.

** Les « autres recettes » comprennent les produits d'intérêt, les services d'achat et autres sources.

Recettes de l'UNICEF, 2004-2013

(en millions de dollars É.-U.)



* Les chiffres pour 2012 ont été recalculés pour tenir compte des résultats de la vérification de 2012.

** Les chiffres pour 2013 sont provisoires et soumis à vérification. Le passage en 2012 des normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) ne permet pas de comparaison entre les chiffres des années précédant 2012 et les chiffres de l'année 2012 et des années suivantes.

Contributions thématiques, 2011-2013*

(en millions de dollars É.-U.)

	2011	2012	2013**
Survie et développement du jeune enfant	28	41	64
Éducation de base et égalité des sexes	128	122	112
Le VIH/SIDA et les enfants	7	11	10
Protection de l'enfant	19	18	17
Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants	4	6	8
Aide humanitaire	187	89	148
TOTAL	373	287	359

* Le passage en 2012 des normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) ne permet pas de comparaison entre les chiffres des années précédant 2012 et les chiffres de l'année 2012 et des années suivantes.

** Les chiffres pour 2013 sont provisoires et peuvent faire l'objet d'une vérification.

Les 20 principaux partenaires fournisseurs de ressources à l'UNICEF, gouvernementaux et intergouvernementaux

(en milliers de dollars É.-U.)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total*
		Ordinaires	Opérations d'urgence	
Royaume-Uni	62 416	318 323	174 649	555 387
Commission européenne	–	231 269	200 096	431 365
États-Unis	125 168	86 903	113 284	325 355
Japon	22 722	55 447	184 849	263 019
Norvège	82 134	147 122	12 050	241 306
Suède	69 395	106 203	30 838	206 436
Pays-Bas	44 503	127 972	3 750	176 225
Canada	16 814	118 414	26 322	161 550
Allemagne	8 662	10 247	40 854	59 764
Danemark	31 921	12 294	15 448	59 663
Koweït	200	–	55 000	55 200
Australie	–	35 490	18 293	53 783
Finlande	27 788	7 924	10 988	46 700
Suisse	22 976	15 963	7 092	46 031
Belgique	13 866	9 723	10 926	34 515
République de Corée	3 200	15 291	7 986	26 477
Irlande	10 473	6 390	1 349	18 211
France	4 404	12 402	136	16 941
Italie	3 927	6 554	3 220	13 701
Espagne	3 536	354	8 249	12 139

* Les totaux peuvent être différents car les chiffres ont été arrondis

Les 20 principaux Comités nationaux donateurs en 2013

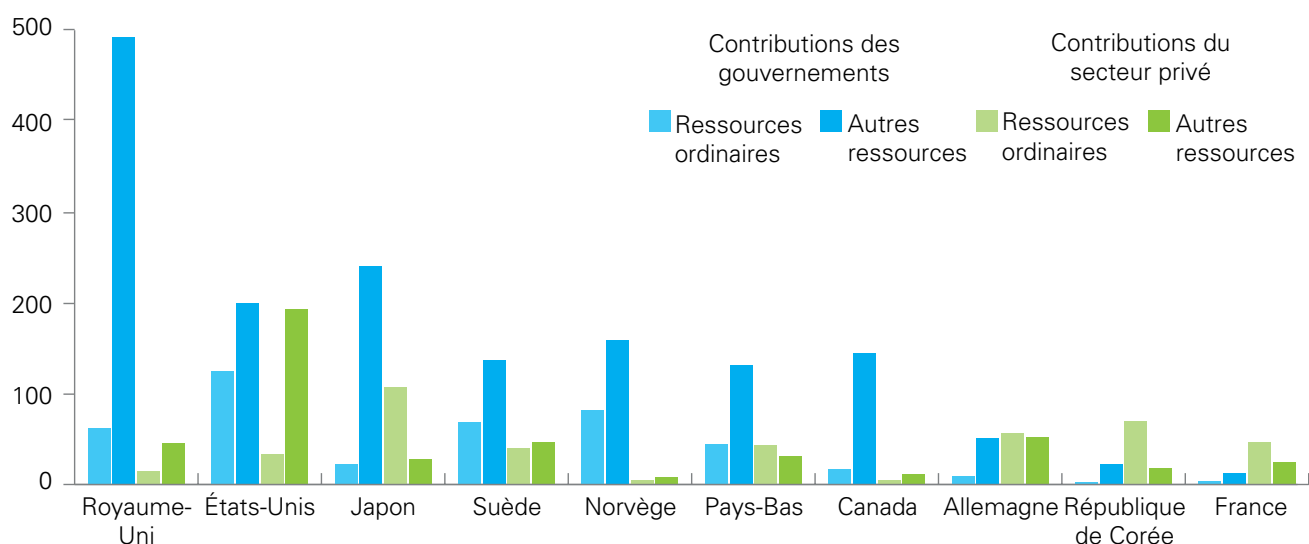
(en millions de dollars É.-U.)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total*
		Ordinaires	Opérations d'urgence	
États-Unis	34 305	161 630	31 486	227 421
Japon	106 654	10 348	17 280	134 282
Allemagne	57 235	27 320	24 628	109 184
République de Corée	70 044	13 791	3 780	87 615
Suède	40 309	39 058	8 035	87 402
Pays-Bas	42 730	15 964	15 154	73 848
France	47 419	17 709	7 519	72 647
Espagne	42 466	6 451	12 327	61 244
Royaume-Uni	15 337	28 651	16 911	60 898
Italie	20 888	18 515	9 226	48 629
Belgique	11 930	4 450	4 269	20 649
Suisse	6 996	9 551	4 087	20 634
Hong Kong, Chine	12 231	4 232	2 717	19 180
Finlande	11 159	5 009	2 235	18 402
Australie	7 783	4 664	4 795	17 241
Danemark	8 921	6 481	1 687	17 089
Canada	5 100	3 248	8 486	16 835
Norvège	4 725	5 789	2 688	13 202
Autriche	4 010	997	621	5 628
Irlande	1 746	1 524	1 935	5 206

* Les totaux peuvent être différents car les chiffres ont été arrondis.

Les 10 principaux pays par donateur et type de financement en 2013*

(en millions de dollars É.-U.)



* Comprend les contributions des gouvernements et des Comités nationaux pour l'UNICEF ; ne comprend ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre d'accords interinstitutions et de fonds communs.

Contributions des alliances avec des entreprises et des fondations égales ou supérieures à 100 000 dollars en 2013

ALLIANCES MULTINATIONALES

CBRE Limited
 Change for Good® (AerLingus (Irlande), Alitalia (Italie), All Nippon Airways (Japon), American Airlines (États-Unis), Asiana Airlines (République de Corée), Cathay Pacific (Hong Kong, Chine), easyJet (Royaume-Uni), Finnair (Finlande), Japan Airlines (Japon), LAN (Pérou), Qantas (Australie))
 Check Out for Children® (Starwood Hotels & Resorts)
 Children's Investment Fund Foundation
 Claire's Europe
 Cubus AS
 The ELMA Foundation
 Futbol Club Barcelona
 Groupe SEB
 Gucci
 H & M Hennes & Mauritz AB
 IKEA Foundation
 ING
 International Zinc Association
 The Kantar Group Limited
 Kiwanis International/Kiwanis International Foundation
 MAC AIDS Fund
 Marks & Spencer plc
 Meliá Hotels International
 MSC Crociere S.A.
 Nordic Choice Hotels AS
 Open Society Foundations
 Procter & Gamble (Pampers, Wella, Boss Orange)
 State Street Corporation
 Unilever (The Unilever Foundation and Domestos)
 UNIQLO
 The UPS Foundation
 Vertbaudet
 The Walt Disney Company
 Western Union Foundation

ALLIANCES NATIONALES

Afrique du Sud

Santam
Comité allemand pour l'UNICEF
 BASF Stiftung
 The Child & Tree Fund
 DEKRA SE
 H&M
 Harold A. und Ingeborg L. Hartog Foundation
 HUGO BOSS AG
 PAYBACK GmbH
 United Internet for UNICEF Foundation

Arabie saoudite

Alwaleed Bin Talal Foundation – Global
 World Assembly of Muslim Youth (WAMY)

Argentine

ACE Seguros
 Banelco
 Carrefour
 Farmacity
 Fundación Arcor
 OCA

Procter & Gamble

Comité australien pour l'UNICEF Limited

MMG Limited

Comité autrichien pour l'UNICEF

H&M Austria

Comité belge pour l'UNICEF

GlaxoSmithKline Biologicals
 Umicore

Brésil

Centrais Elétricas do Pará S.A – Celpa
 Fundação Itaú Social / Itaú
 Petróleo Brasileiro S.A. (Petrobras)
 Procter & Gamble
 Sanofi-Aventis Farmacêutica Ltda.
 Telefonica/Fundação Telefônica
 Unilever Brasil Ltda

Bulgarie

Happy Bar & Grill
 Piraeus Bank Bulgaria AD

Comité canadien pour l'UNICEF

Sherritt International Corporation
 Teck Resources Limited

Chine

Audi (China) Enterprise Management Co., Ltd
 China Hewlett-Packard Co., Ltd.
 ET Solar Energy Corp.
 HNA Group Co., Ltd.
 New World China Land Limited
 Porsche (China) Motors Ltd.

Comité coréen pour l'UNICEF

Able C&C Co., Ltd.
 KOSPO (Korea Southern Power Co. Ltd)
 Nefs
 SPC Group (Happy Point)
 WWCC (World Wide Charity Of Children)
 YG Entertainment

Comité danois pour l'UNICEF

The Obel Family Foundation

Émirats arabes unis

Al Ansari Exchange
 Emirates Integrated Telecommunications Company (du)
 Emirates Red Crescent

Équateur

Diners Club International

Comité espagnol pour l'UNICEF

Banco Santander
 France Telecom España, S.A.U. (Orange)
 Fundació La Caixa
 Industrie Cartarie Tronchetti Ibérica, S.L.U. (Foxy)

Probitas Fundación Privada

Fonds des États-Unis pour l'UNICEF

Apple Records Inc.

BD

BP America

Carnival Corporation & plc

Caterpillar Foundation

Dell

GE Foundation

Google Inc.

JPMorgan Chase Foundation

L'Oréal USA – Giorgio Armani Fragrances

Merck

Microsoft Corporation

National Basketball Association

Pfizer Inc.

Pier 1 Imports, Inc.

The Prudential Foundation

Sears Holdings Corporation

The TJX Companies, Inc.

Wellington Management Company

Western Union Foundation

Comité finlandais pour l'UNICEF

H & M Hennes & Mauritz Finland

Comité français pour l'UNICEF

Canal +

Clairefontaine Rhodia

Essilor

Fondation Pierre Bellon

IKEA France

Marques Avenue

Rythm

Sanofi

Total

Unilever France

Comité national hellénique pour l'UNICEF

Diners Club of Greece S.A

Olympiacos F.C.

Comité de Hong Kong pour l'UNICEF

Chow Tai Fook Charity Foundation

Chow Tai Fook Jewellery Company Limited

New Era Educational & Charitable Foundation Limited

Inde

Exide Industries Limited

Johnson & Johnson Limited

Indonésie

PT Indomarco Prismatama

PT Sumber Alfaria Trijaya Tbk (Alfamart)

UNILEVER Indonesia Foundation)

UNICEF Irlande

The Cathal Ryan Trust

Comité italien pour l'UNICEF

Agos

Comité japonais pour l'UNICEF

AEON

The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.

Circle K Sunkus Co., Ltd.

Consumers' Co-Operative Kobe

Consumers' Co-Operative Mirai

(Chiba Office)

Consumers' Co-Operative Sapporo

CO-OP NET BUSINESS ASSOCIATION

Fuji Television Network, Inc. (FNS Charity Campaign)

Gulliver International Co., Ltd.

Honda Motor Co., Ltd.

ITOHAM FOODS Inc.

Japanese Consumers' Co-operative Union

KYOKUTO ASSOCIATES Co., Ltd.

MITSUBOSHI BELTING LTD.

Oji Nepia Co., Ltd.

RISKA Co., Ltd.

SARAYA CO., LTD.

Sony Corporation

Sumitomo Mitsui Card Co., Ltd.

U-COOP Consumer Co-Operative Society

Volvic

Mexique

Banco Santander (México) S.A.

Controladora Comercial Mexicana S.A. de C.V.

Fundación PepsiCo México, A.C.

Comité norvégien pour l'UNICEF

IKEA (Norway)

Kaizers Orchestra

KIWI Norge AS

NHH Students Association

Norwegian Air Shuttle ASA

Rieber & Søn ASA

Telenor Group

Comité néerlandais pour l'UNICEF

Nationale Postcode Loterij

Schiphol Group

Wavin Group

Philippines

Johnson&Johnson

Comité national polonais pour l'UNICEF

ITAKA

Qatar

Educate A Child

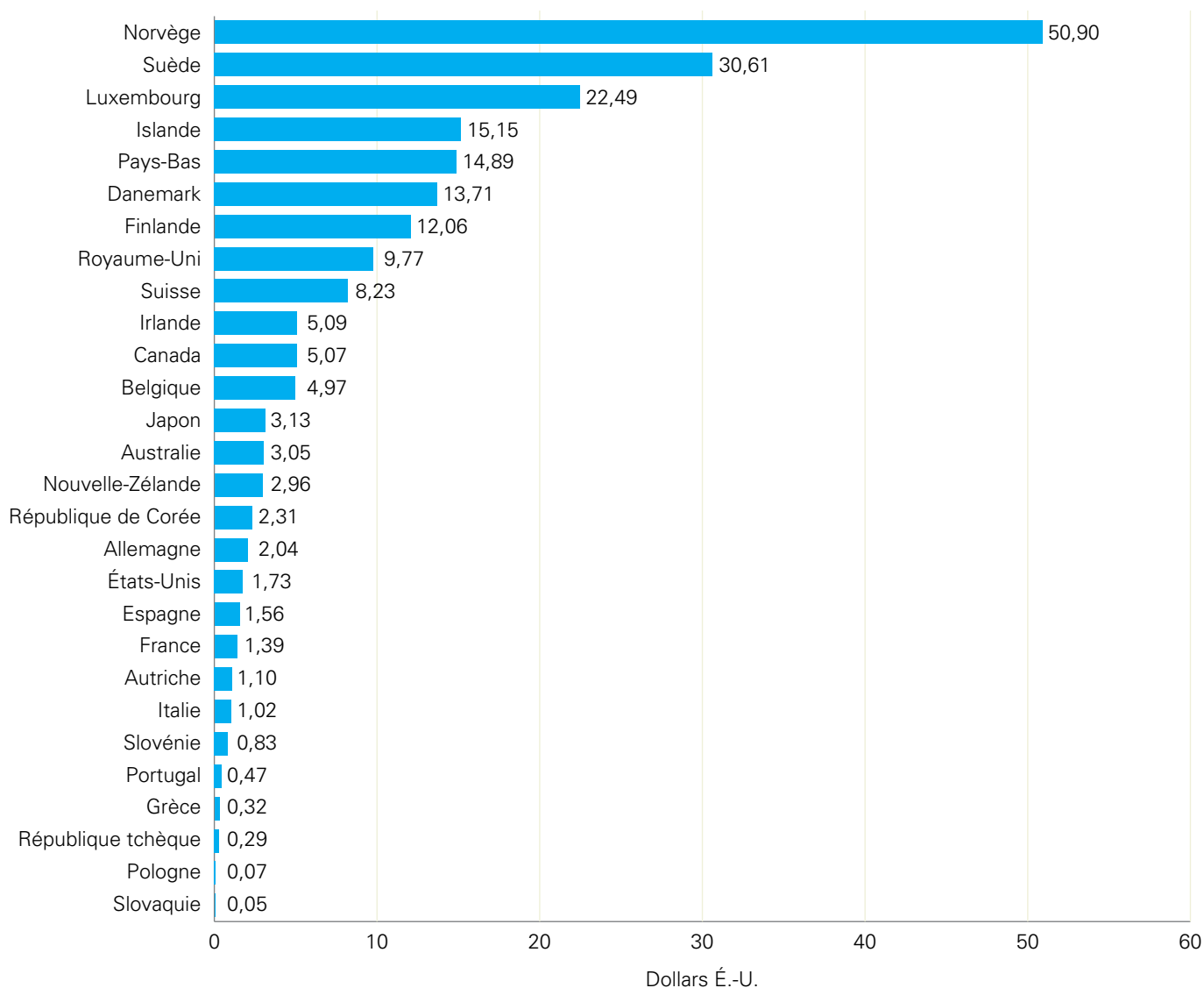
Contributions des alliances avec des entreprises et des fondations égales ou supérieures à 100 000 dollars en 2013 (suite)

Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF	Manchester United Limited	NCC AB	Thaïlande
The Band Aid Charitable Trust	Marshalls	Svenska PostkodLotteriet	Sansiri Public Company Limited
Barclays Bank PLC	Rangers FC	Vattenfall AB	Comité national turc
Burberry	R Twinings and Company Limited	Comité suisse pour l'UNICEF	TEB A.Ş.
Clarks	Visa Europe	Anne Frank Fonds	Venezuela (République bolivarienne du)
The Co-operative Pharmacy	Serbie	Cartier Charitable Foundation	Cines Unidos
EE	Hemofarm Foundation	Kiwanis District Switzerland-Liechtenstein	
FTSE International Limited	Novak Djokovic Foundation	Roche Employee Action and Charity Trust	
ITP Trust	Comité suédois pour l'UNICEF	Swissquote Bank AG	
The Kwok Charitable Trust	Gina Tricot		
	M-magasin		

Note : Le format de ce tableau a été modifié par rapport aux versions précédentes du Rapport annuel de l'UNICEF de façon à n'y inclure désormais que deux catégories d'alliances : les alliances multinationales et les alliances nationales. Cette liste ne comprend pas les contributeurs dont les revenus proviennent de la vente de cartes et autres produits.

Contributions à l'UNICEF par habitant en 2013*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)



Niveaux de planification des ressources ordinaires pour les programmes en 2013

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires. L'UNICEF élargit ces programmes notamment pendant les crises humanitaires en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources ». Le tableau ci-dessous indique la ventilation par pays des niveaux de planification des ressources ordinaires pour 2013. (En milliers de dollars É.-U.)

AFRIQUE SUBSAHARIENNE		
Afrique de l'Est et australe		
Afrique du Sud	2013–2017	943
Angola	2009–2013	6 526
Botswana	2010–2014	754
Burundi	2010–2014	9 865
Comores	2008–2014	759
Érythrée	2013–2016	2 010
Éthiopie	2012–2015	40 053
Kenya	2009–2013	11 284
Lesotho	2013–2017	990
Madagascar	2008–2013	11 263
Malawi	2012–2016	9 439
Mozambique	2012–2015	16 091
Namibie	2006–2013	754
Ouganda	2010–2014	21 288
République-Unie de Tanzanie	2011–2015	20 748
Rwanda	2008–2013	8 250
Somalie	2011–2015	8 969
Soudan du Sud	2012–2013	5 294
Swaziland	2011–2015	754
Zambie	2011–2015	8 559
Zimbabwe	2012–2015	4 775
Afrique de l'Ouest et centrale		
Bénin	2009–2013	5 201
Burkina Faso	2011–2015	15 226
Cabo Verde	2012–2016	754
Cameroun	2013–2017	6 492
Congo	2009–2013	1 229
Côte d'Ivoire	2009–2013	8 406
Gabon	2012–2016	754
Gambie	2012–2016	1 093
Ghana	2012–2016	8 353
Guinée	2013–2017	7 315
Guinée-Bissau	2008–2013	2 095
Guinée équatoriale	2013–2017	754
Libéria	2013–2017	4 694
Mali	2008–2013	13 003
Mauritanie	2012–2016	1 826
Niger	2009–2013	18 816
Nigéria	2009–2013	50 987
République centrafricaine	2012–2016	3 911
République démocratique du Congo	2013–2017	55 241
Sao Tomé-et-Principe	2012–2016	754
Sénégal	2012–2016	5 346
Sierra Leone	2013–2014	8 643
Tchad	2012–2016	11 376
Togo	2008–2013	3 467
Asie		
Asie de l'Est et Pacifique		
Cambodge	2011–2015	5 680
Chine	2011–2015	8 439
Iles du Pacifique ¹	2013–2017	5 500
Indonésie	2011–2015	5 262
Malaisie	2011–2015	754
Mongolie	2012–2016	754
Myanmar	2011–2015	16 717
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2012–2015	1 461
Philippines	2012–2016	3 114
République démocratique populaire lao	2012–2015	1 906
République populaire démocratique de Corée	2011–2015	1 884
Thaïlande	2012–2016	796
Timor-Leste	2009–2013	1 042
Viet Nam	2012–2016	3 610
Asie du Sud		
Afghanistan	2010–2013	39 417
Bangladesh	2012–2016	22 482
Bhoutan	2008–2013	914
Inde	2013–2017	43 200
Maldives	2011–2015	754
Népal	2013–2017	6 866
Pakistan	2013–2017	18 365
Sri Lanka	2013–2017	754
ECO/CEI		
Albanie	2012–2016	754
Arménie	2010–2015	754
Azerbaïdjan	2011–2015	849

Niveaux de planification des ressources ordinaires pour les programmes en 2013 (suite)

ECO/CEI (suite)					
Bélarus	2011–2015	750	Haïti	2013–2016	3 061
Bosnie-Herzégovine	2010–2014	754	Honduras	2012–2016	759
Bulgarie	2013–2017	754	Îles des Caraïbes orientales ²	2012–2014	3 200
ex-République yougoslave de Macédoine	2010–2015	754	Jamaïque	2012–2016	754
Géorgie	2011–2015	754	Mexique	2008–2013	754
Kazakhstan	2010–2015	797	Nicaragua	2013–2017	768
Kirghizistan	2012–2016	884	Panama	2012–2015	754
Monténégro	2012–2016	754	Paraguay	2007–2013	754
Ouzbékistan	2010–2015	3 305	Pérou	2012–2016	754
République de Moldova	2013–2017	754	République dominicaine	2012–2016	754
Roumanie	2013–2017	754	Suriname	2012–2016	754
Serbie	2010–2015	754	Uruguay	2011–2015	754
Tadjikistan	2010–2015	2 026	Venezuela (République bolivarienne du)	2009–2013	754
Turkménistan	2010–2015	761	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		
Turquie	2011–2015	775	Algérie	2012–2014	882
Ukraine	2012–2016	778	Djibouti	2013–2017	759
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES			Enfants et femmes palestiniens en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans l'État de Palestine	2011–2013	4 000
Argentine	2010–2014	754	Égypte	2007–2013	2 862
Belize	2013–2016	754	Iran (République islamique d')	2012–2016	1 370
Bolivie (État plurinational de)	2013–2017	1 368	Iraq	2011–2014	1 994
Brésil	2012–2016	754	Jordanie	2013–2017	754
Chili	2012–2016	754	Liban	2010–2014	754
Colombie	2008–2014	754	Libye	2013–2014	750
Costa Rica	2013–2017	754	Maroc	2012–2016	1 163
Cuba	2008–2013	750	République arabe syrienne	2007–2013	779
El Salvador	2012–2015	754	Soudan	2013–2016	10 399
Équateur	2010–2014	754	Tunisie	2007–2013	754
Guatemala	2010–2014	823	Yémen	2012–2015	7 189
Guyana	2012–2016	754			

1 Comprend : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokelaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

2 Comprend : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago.

Note : ce tableau se base sur le document intitulé " Niveaux de planification pour le financement des programmes au titre des ressources ordinaires en 2013 », 30 novembre 2012, disponible en anglais à : http://www.unicef.org/about/execboard/files/2013_Board_Paper_Planning_levels_for_RR_3Jan2013.pdf

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2013¹

DONATEURS	Ressources ordinaires			Autres ressources ²			TOTAL
	Secteur public	Secteur privé ³		Secteur public	Secteur privé ³		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
Afrique du Sud	216 625	–	–	361 411	–	1 407 289	1 985 325
Algérie	–	–	–	–	–	12 437	12 437
Allemagne	8 662 446	57 235 466	–	51 101 345	51 948 384	–	168 947 640
Andorre	97 998	90 119	–	–	324 768	–	512 884
Angola	1 660 000	–	–	–	–	–	1 660 000
Arabie saoudite	1 144 200	–	765	8 231 145	–	802 575	10 178 686
Argentine	180 000	–	5 488 548	–	–	16 396 793	22 065 342
Arménie	116 590	–	–	–	–	–	116 590
Australie	–	7 782 661	–	53 783 349	9 458 781	–	71 024 791
Autriche	1 532 568	4 009 764	–	2 164 380	1 618 229	–	9 324 941
Azerbaïdjan	–	–	–	–	–	61 362	61 362
Bangladesh	34 500	–	–	–	–	–	34 500
Barbade	189 000	–	–	–	–	66 885	255 885
Belgique	13 865 591	11 930 145	–	20 648 960	8 718 944	–	55 163 639
Belize	–	–	–	112 500	–	–	112 500
Bénin	24 124	–	–	–	–	–	24 124
Bolivie (État plurinational de)	40 000	–	–	225 000	–	–	265 000
Bosnie-Herzégovine	3 698	–	–	–	–	17 906	21 604
Brésil	1 632 402	–	84 874	2 992 260	–	8 284 345	12 993 880
Bulgarie	67 500	–	35 292	–	–	772 466	875 258
Burkina Faso	12 425	–	–	–	–	–	12 425
Cabo Verde	350 000	–	–	–	–	–	350 000
Cameroun	95 900	–	–	–	–	–	95 900
Canada	16 814 088	5 100 440	–	144 735 729	11 734 144	–	178 384 400
Chili	77 000	–	128 693	75 195	–	1 759 953	2 040 842
Chine	1 595 626	–	21 090	–	–	8 483 121	10 099 837
Chypre	6 750	–	457 408	–	–	–	464 158
Colombie	–	–	–	–	–	3 459 416	3 459 416
Comores	70 000	–	–	–	–	–	70 000
Congo	748 450	–	–	–	–	–	748 450
Costa Rica	19 643	–	1 408	–	–	25 241	46 292
Côte d'Ivoire	12 600	–	–	2 230 253	–	–	2 242 853
Croatie	45 000	–	527 053	–	–	2 429 372	3 001 425
Cuba	10 000	–	–	–	–	–	10 000
Danemark	31 920 611	8 920 623	–	27 742 425	8 168 365	–	76 752 024
Égypte	–	–	416	771 460	–	10 074	781 949
Émirats arabes unis	100 000	–	68 496	7 481 821	–	2 667 678	10 317 996
Équateur	–	–	200 677	–	–	1 962 132	2 162 810
Espagne	3 536 112	42 466 333	–	8 602 687	18 777 704	–	73 382 837
Estonie	77 922	2 696	–	1 005 909	10 011	–	1 096 538
États-Unis	125 168 000	34 304 666	–	200 187 246	193 116 499	–	552 776 411
Éthiopie	355 880	–	–	–	–	–	355 880
ex-République yougoslave de Macédoine	–	–	–	–	–	26 306	26 306
Fédération de Russie	1 000 000	–	588	6 100 000	–	25 995	7 126 582
Finlande	27 787 750	11 159 061	–	18 912 279	7 243 167	–	65 102 257
France	4 403 578	47 418 889	–	12 537 361	25 227 868	–	89 587 697
Géorgie	155 000	–	–	–	–	–	155 000
Ghana	148 512	–	–	–	–	–	148 512
Grèce	–	2 804 505	–	–	758 108	–	3 562 613
Guatemala	–	–	–	–	–	720 027	720 027
Guinée	350 000	–	–	–	–	–	350 000
Guinée-Bissau	621 000	–	–	168 021	–	–	789 021

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2013 (suite)

DONATEURS	Ressources ordinaires			Autres ressources ²			TOTAL
	Secteur public	Secteur privé ³		Secteur public	Secteur privé ³		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
Honduras	29 996	–	–	–	–	–	29 996
Hong Kong, Chine	–	12 231 452	–	–	6 948 366	–	19 179 819
Hongrie	108 563	102 430	–	168 178	397 479	–	776 651
Inde	806 780	–	30 021	547 326	–	4 654 153	6 038 280
Indonésie	204 962	–	297 099	–	–	5 776 835	6 278 897
Iran (République islamique d')	109 542	–	78 725	–	–	81	188 348
Iraq	48 785	–	–	–	–	–	48 785
Irlande	10 472 548	1 745 906	–	7 738 715	3 459 655	–	23 416 824
Islande	660 873	2 120 866	–	870 035	894 080	–	4 545 853
Israël	100 000	–	–	–	71 746	50 000	221 746
Italie	3 926 700	20 888 422	–	9 774 086	27 740 321	–	62 329 529
Japon	22 722 303	106 654 403	–	240 296 333	27 627 978	–	397 301 016
Jordanie	2 000 000	–	–	–	–	29 657	2 029 657
Kazakhstan	176 970	–	–	–	–	–	176 970
Kenya	150 000	–	247	7 000 242	–	100 036	7 250 525
Kirghizistan	50 000	–	–	680 000	–	–	730 000
Koweït	200 000	–	–	55 000 000	–	–	55 200 000
Lesotho	120 000	–	–	–	–	–	120 000
Liban	–	–	–	–	–	83 229	83 229
Libye	–	–	–	207 467	–	–	207 467
Liechtenstein	26 455	–	–	137 817	–	–	164 272
Luxembourg	3 595 653	894 748	–	5 676 429	1 076 158	–	11 242 987
Malaisie	362 735	–	4 526 774	100 000	–	5 443 646	10 433 156
Maldives	120 000	–	–	–	–	–	120 000
Mali	108 500	–	–	–	–	–	108 500
Malte	–	–	–	32 595	–	–	32 595
Maroc	128 277	–	–	118 890	–	4 411	251 578
Mexique	–	–	57 279	–	–	4 532 782	4 590 061
Monaco	10 430	–	–	191 571	–	–	202 001
Mongolie	105 391	–	–	–	–	–	105 391
Myanmar	93 303	–	–	–	–	–	93 303
Namibie	121 000	–	–	–	–	–	121 000
Nicaragua	38 500	–	–	–	–	70 000	108 500
Nigéria	1 427 939	–	739	21 840 345	–	735 598	24 004 619
Norvège	82 134 000	4 725 087	–	159 172 187	8 476 449	–	254 507 723
Nouvelle-Zélande	4 830 900	1 833 865	–	3 550 074	3 110 387	–	13 325 226
Oman	–	–	–	996 755	–	2 797	999 553
Ouganda	469 000	–	–	–	–	–	469 000
Ouzbékistan	310 000	–	–	–	–	–	310 000
Panama	741 750	–	–	300 000	–	10 160	1 051 910
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	325 728	–	–	325 728
Paraguay	–	–	–	–	–	53 505	53 505
Pays-Bas	44 502 600	42 730 236	–	131 722 035	31 117 630	–	250 072 502
Pérou	–	–	48 484	–	–	775 763	824 247
Philippines	58 703	–	825 379	–	–	6 011 045	6 895 126
Pologne	–	418 116	–	597 022	1 776 689	–	2 791 827
Portugal	–	2 971 327	–	–	2 034 475	–	5 005 802
Qatar	100 000	–	–	2 396 458	–	4 396 459	6 892 917
République centrafricaine	51 576	–	–	316 497	–	–	368 073
République de Corée	3 200 000	70 044 216	–	23 276 747	17 571 017	–	114 091 980
République de Moldova	60 000	–	–	–	–	–	60 000
République démocratique du Congo	320 642	–	–	1 092 758	–	–	1 413 400
République dominicaine	88 000	–	93	–	–	144 413	232 506
République populaire démocratique de Corée	785 000	–	–	–	–	–	785 000

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2013 (suite)

DONATEURS	Ressources ordinaires			Autres ressources ²			TOTAL
	Secteur public	Secteur privé ³		Secteur public	Secteur privé ³		
	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Comités nationaux	Autres contributions	
République tchèque	–	2 187 527	–	98 683	780 725	–	3 066 935
République-Unie de Tanzanie	22 000	–	–	–	–	50 000	72 000
Roumanie	50 000	–	578	140 000	–	709 793	900 371
Royaume-Uni	62 415 519	15 336 655	–	492 971 693	45 561 635	–	616 285 502
Saint-Marin	–	1 823	–	–	105 416	–	107 239
Sao Tomé-et-Principe	19 500	–	–	–	–	–	19 500
Sénégal	239 500	–	–	–	–	–	239 500
Serbie	51 000	–	260 903	–	–	612 269	924 172
Sierra Leone	384 000	–	–	1 685 027	–	–	2 069 027
Singapour	50 000	–	–	–	–	–	50 000
Slovaquie	13 405	41 873	–	80 932	125 595	–	261 805
Slovénie	30 400	1 116 704	–	81 522	516 009	–	1 744 635
Somalie	733 400	–	–	–	–	–	733 400
Soudan	131 400	–	–	–	–	–	131 400
Soudan du Sud	253 350	–	–	–	–	–	253 350
Sri Lanka	15 500	–	10 177	–	–	14 097	39 774
Suède	69 395 071	40 308 800	–	137 040 973	47 092 845	–	293 837 690
Suisse	22 975 890	6 996 004	–	23 055 075	13 637 546	–	66 664 515
Tadjikistan	32 400	–	–	–	–	–	32 400
Thaïlande	248 710	–	2 315 546	–	–	14 231 851	16 796 108
Timor-Leste	100 000	–	–	–	–	–	100 000
Togo	26 000	–	–	–	–	–	26 000
Tunisie	25 316	–	–	–	–	–	25 316
Turkménistan	65 512	–	–	–	–	–	65 512
Turquie	150 000	1 038 116	–	–	1 795 737	–	2 983 853
Uruguay	93 850	–	500 540	–	–	2 082 216	2 676 607
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	3 082 269	–	–	640 667	3 722 936
Viet Nam	–	–	11 437	–	–	418 641	430 078
Zambie	257 520	–	–	–	–	–	257 520
Zimbabwe	–	–	–	–	–	155 208	155 208
Autres	44 992	1 661	491 294	2 500	–	651 973	1 192 421
<i>Ajustement des recettes</i>	-37 279	465 223	–	75 711 866	-3 780 473	–	72 359 337
Sous-total	588 414 419	568 080 830	19 552 891	1 975 165 298	575 242 434	101 832 659	3 828 288 531

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (Secteur privé : autres contributions)	Ressources ordinaires	Tetsuko Kuroyanagi, Japon	401 768
		Autres	1 723
		<i>Ajustement des recettes</i>	553 416
		Sous-total	956 907
	Autres ressources	Alliance GAVI	47 402 896
		Alliance globale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)	295 203
		Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	133 686
		Fondation Alexander Bodini	60 000
		Fondation Bill et Melinda Gates	2 476 989
		Fondation pour les Nations Unies	25 825 339
Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (Le Fonds mondial)		21 018 120	
L'Initiative pour les micronutriments	17 162 002		
Rotary International	28 789 686		
Tetsuko Kuroyanagi, Japon	602 652		
Autres	30 146 491		
<i>Ajustement des recettes</i>	-2 761 810		
	Sous-total	171 151 253	
	TOTAL	172 108 160	

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2013 (suite)

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES (Secteur public : gouvernements)	Ressources ordinaires	Ajustement des recettes		-1 015 273						
		Sous-total		-1 015 273						
ACCORDS INTERINSTITUTIONS (Secteur public : accords interinstitutions)	Ressources ordinaires	Autres		4 750						
		Ajustement des recettes		93						
		Sous-total		4,843						
	Autres ressources	Banque mondiale		575 229						
		Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)		125 914 243						
		Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)		1 521 976						
		Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP)		99 777						
		Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes)		10 000						
		Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine		3 837 444						
		Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)		23 243 604						
		Fonds international de développement agricole (FIDA)		763 738						
		Groupe des Nations Unies pour le développement, programmes conjointes		33 853 727						
		Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)		309 711						
		Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)		25 000						
		Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)		954 617						
		Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)		285 018						
		Organisation internationale du travail (OIT)		50 000						
		Organisation mondiale de la Santé (OMS)		2 065 938						
		Organisation panaméricaine de la santé (OPS)		674 269						
		Partenariat mondial pour l'éducation		53 197 127						
		Programme alimentaire mondial (PAM)		2 036 147						
		Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)		6 259 493						
		Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)		83 714 004						
		Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies		169 060						
		Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM)		966 960						
		Ajustement des recettes		-6 377 399						
		Sous-total		334 149 681						
		TOTAL		334 154 523						
AUTRES RECETTES ⁴	Ressources ordinaires			TOTAL	88 741 869					
		Ressources ordinaires				Autres ressources ²				TOTAL
		Secteur public		Secteur privé ³		Secteur public		Secteur privé		
		Gouvernements	Accords inter-institutions	Comités nationaux	Autres contributions	Gouvernements	Accords inter-institutions	Comités nationaux	Autres contributions	
SOUS-TOTAL		588 414 419	–	568 080 830	19 552 891	1 975 165 298	–	575 242 434	101 832 659	3 828 288 531
Organisations inter-gouvernementales		-1 015 273	–	–	–	430 889 770	–	–	–	429 874 497
Organisations non gouvernementales		–	–	–	956 907	–	–	–	171 151 253	172 108 160
Accords interinstitutions		–	4 843	–	–	–	334 149 681	–	–	334 154 523
Autres recettes (ressources ordinaires) ⁴		–	–	–	–	–	–	–	–	88 741 869
TOTAL		587 399 146	4 843	568 080 830	20 509 798	2 406 055 068	334 149 681	575 242 434	272 983 912	4 853 167 580

1 Chiffres provisoires non vérifiés.

2 Y compris les autres ressources « ordinaires » et les autres ressources « opérations d'urgence ».

3 Comprend les recettes issues de la vente de cartes et d'autres produits de l'UNICEF, ainsi que la collecte de fonds privés par les bureaux de pays.

4 Les autres recettes comprennent les produits d'intérêt, les services d'achat et autres recettes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

L'UNICEF est dirigé par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental définit les politiques, approuve les programmes et arrête les budgets ainsi que les plans administratifs et financiers. Ses membres sont élus par le Conseil économique et social des Nations Unies pour une durée de trois ans. Le mandat annuel du Conseil d'administration s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

BUREAU EN 2013

Président :

S.E. M. Jarmo Viinanen (Finlande)

Vice-présidents :

S.E. M. Ferit Hoxha (Albanie)

S.E. M. George Wilfred Talbot (Guyana)

S.E. M. Mohammad Khazaei (République islamique d'Iran)

S.E. M. Macharia Kamau (Kenya)

MEMBRES DU CONSEIL EN 2013 :

Albanie, Antigua-et-Barbuda, Belgique, Bulgarie, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Kenya, Namibie, Norvège, Pakistan, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, Suède, Suisse, Thaïlande.

Connectez-vous avec nous :

UNICEF

www.unicef.org/french

La Voix des jeunes de l'UNICEF

www.voicesofyouth.org



blogs.unicef.org/



www.twitter.com/UNICEFFrancais

twitter.com/voicesofyouth



www.facebook.com/unicefenfrancais

www.facebook.com/voicesofyouth



www.instagram.com/UNICEF



www.google.com/+UNICEF (Google+)



www.youtube.com/unicef



www.linkedin.com/company/unicef



www.youtube.com/user/unicefenfrancais

Publié par l'UNICEF

Division de la communication

3 United Nations Plaza

New York, NY 10017, États-Unis

pubdoc@unicef.org

www.unicef.org/french

ISBN : 978-92-806-4756-3

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Juin 2014